

L'Observatoire
de la Construction
Durable

BY SAINT-GOBAIN

Baromètre

de la construction durable

2024 - 2^e édition



Benoit Bazin
Directeur Général
de Saint-Gobain

« Dans un contexte d'urbanisation croissante, le défi climatique est un des défis majeurs de notre siècle. Le secteur de la construction doit être à la hauteur. »

La dernière décennie a été la plus chaude jamais enregistrée. Émissions de gaz à effet de serre, hausse globale des températures, vulnérabilité des écosystèmes et des populations... Selon le 6^e rapport du GIEC publié en mars 2023, les effets du changement climatique vont s'intensifier avec le réchauffement mondial, tandis que certains d'entre eux seront irréversibles durant des siècles voire des millénaires.

Dans un contexte d'urbanisation croissante, le défi climatique est un des défis majeurs de notre siècle. D'ici à 2030, on devrait compter 2,5 milliards de citoyens en plus et pour la première fois dans l'histoire, l'Afrique devrait compter plus de citoyens que de ruraux à l'horizon 2035.

Dans ce monde en pleine mutation qui s'engage à réduire drastiquement ses émissions carbone, le secteur de la construction doit être à la hauteur. Non seulement pour préserver l'équilibre de notre planète mais aussi le bien-être de ses habitants. C'est la raison pour laquelle Saint-Gobain porte cette ambition dans sa raison d'être : *Making the world a better home.*

Or nous le savons, la préservation de cet équilibre passe nécessairement par une évolution en profondeur du monde de la construction et du bâtiment. C'est cette conviction que porte l'Observatoire de la construction durable, unique en son genre, que nous avons lancé en avril 2023. Cet Observatoire a pour objectif de mobiliser et rassembler l'ensemble des acteurs d'un marché mondial encore fragmenté, pour accélérer le partage des meilleures pratiques à l'échelle mondiale. L'une des composantes essentielles de cet Observatoire est le Baromètre de la construction durable, dont nous publions la 2^e édition. Initiée sur 10 pays, cette étude internationale est désormais déployée dans 22 pays, pour nous permettre de saisir de manière encore plus fine les enjeux locaux qui se jouent en termes de construction durable. Ce Baromètre a vocation à prendre le pouls de ce sujet prioritaire aujourd'hui, en mesurant les perceptions, les avancées et en identifiant les champs d'action où faire porter les efforts collectifs. Il se veut aussi et surtout un outil d'aide à la prise de décision pour toutes les parties prenantes. Il nous revient, en tant que parties prenantes du secteur, de passer de la réflexion à la mise en œuvre concrète, afin de bâtir un avenir durable pour les générations à venir.

L'Observatoire de la Construction Durable

BY SAINT-GOBAIN

Engagé à être zéro émission nette en carbone d'ici à 2050, le Groupe Saint-Gobain a affirmé son ambition d'être le leader mondial de la construction durable. Déterminé à jouer un rôle clé dans cette transition, Saint-Gobain veut être une entreprise de référence, à la fois pionnière et motrice pour embarquer toutes les parties prenantes.

Face aux défis planétaires qui ne cessent de s'accroître, une mobilisation rapide et globale du secteur de la construction vers la construction durable est aujourd'hui indispensable. Cette mobilisation doit viser à réduire drastiquement et durablement les émissions de gaz à effet de serre liées à la construction, à préserver les ressources naturelles non renouvelables, à réduire les consommations d'énergie et à proposer à chacun un logement confortable et décent.



ÉCOUTER

L'Observatoire prend le pouls de la construction durable dans le monde : perceptions, obstacles et leviers de progrès, solutions attendues, parties prenantes les plus actives... Il permet de mesurer les avancées et d'identifier les champs d'action où faire porter les efforts collectifs.

L'Observatoire de la Construction Durable réalise annuellement un Baromètre mondial et en assure la diffusion auprès des parties prenantes et du grand public.



INFORMER

L'Observatoire centralise des connaissances, témoignages et analyses sur les enjeux et les solutions de la construction durable : il se veut outil de pédagogie, de sensibilisation, voire d'aide à la décision, pour toutes les parties prenantes concernées.

L'Observatoire de la Construction durable a lancé le magazine digital *Constructing a sustainable future*, pour décrypter tous les enjeux de la construction durable, son impact sur le climat et la société, et découvrir des solutions innovantes et des projets inspirants.



FÉDÉRER

L'Observatoire rassemble les acteurs d'un marché mondial encore fragmenté. Au carrefour des professionnels de la construction, des institutions, des citoyens... Il favorise le partage des réflexions et des bonnes pratiques, contribue à faire émerger des solutions et à concrétiser leur déploiement.

L'Observatoire de la Construction Durable organise des rencontres régulières à l'international, les « Sustainable Construction Talks », en marge de grands événements multilatéraux.

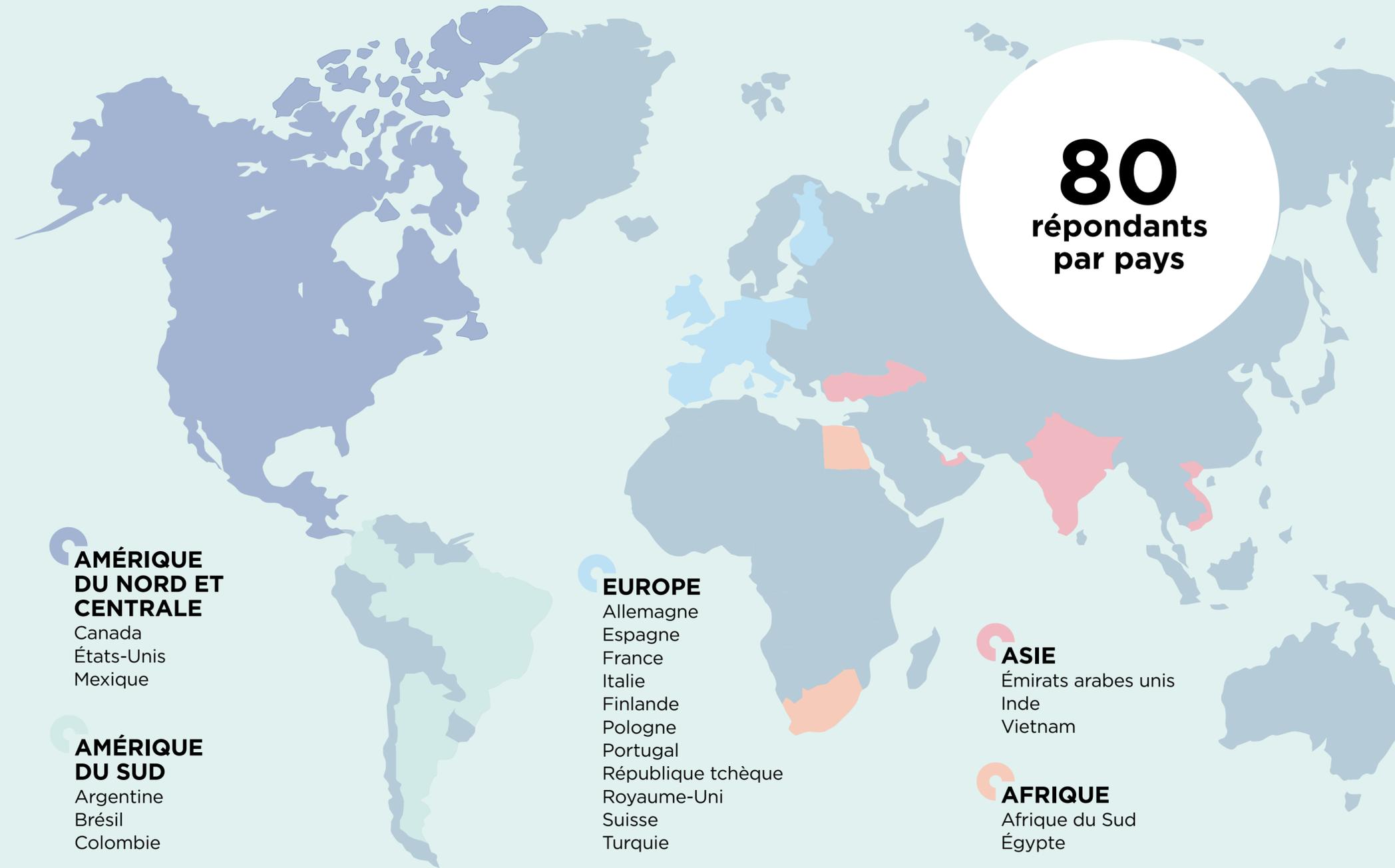
MÉTHODOLOGIE

Cette enquête a été réalisée par l'institut d'études CSA (Consumer Science and Analytics), expert en data intelligence depuis 1983. Cette enquête a été menée entre le 11 décembre 2023 et le 31 janvier 2024 **auprès d'un échantillon de 1760 répondants âgés de 18 ans et plus**, issus de 22 pays et répartis comme suit :

- **440 professionnels des secteurs de construction**, travaux, architecture, environnement et transition écologique, habitat...
- **440 étudiants des filières construction / BTP / génie civil et architecture / design d'espace**
- **440 membres d'associations** dédiées à la transition écologique, l'habitat, la construction, l'énergie...
- et **440 élus locaux** (sauf aux EAU où, en l'absence d'élus locaux, nous avons interrogé les représentants locaux du gouvernement)

L'ensemble des analyses présentées ici sont validées par l'institut d'études CSA.

Cette enquête étant barométrique, les résultats de cette édition d'enquête sont comparés par rapport à ceux de la précédente vague (baromètre 2023), mais sur un périmètre constant, c'est-à-dire sur la base des 9 pays communs aux deux éditions : États-Unis, Inde, Brésil, Espagne, France, Royaume-Uni, Allemagne, Afrique du Sud et Italie.



Mode de recueil :



Questionnaire administré par téléphone auprès des professionnels, des associations et des élus



Questionnaire auto-administré en ligne via les réseaux sociaux pour les étudiants

ENSEIGNEMENTS CLÉS

LA CONSTRUCTION DURABLE : DES PERCEPTIONS STABLES, AVEC TOUJOURS LE MÊME PRISME ENVIRONNEMENTAL

87% des personnes interrogées déclarent connaître la construction durable, un résultat élevé et stable par rapport à la vague précédente ⁽¹⁾.

Malgré cette familiarité élevée avec la notion, il semble que sa compréhension soit toujours très « monolithique » et associée essentiellement à la construction verte : 42% des personnes interrogées déclarent que les constructions durables sont des constructions efficaces d'un point de vue énergétique, 33% des constructions visant à atteindre la neutralité carbone, et 32% « qui utilisent des matériaux écologiques ». Seulement 14% des personnes interrogées associent ces constructions à des bâtiments qui favorisent le bien-être et la santé des habitants, et 13% à des constructions résilientes capables de faire face aux aléas climatiques.

UNE URGENCE D'AGIR PARTAGÉE MAIS QUI NÉCESSITE PLUS DE SENSIBILISATION ET DE COOPÉRATION

Bien qu'en baisse (-4 points ⁽¹⁾), une très large majorité des cibles interrogées souhaite toujours que la construction durable se développe davantage : 87% des personnes interrogées partagent ce point de vue, et ce, dans toutes les zones.

Pour accélérer la construction durable, trois leviers se dégagent clairement chez les répondants : la sensibilisation du grand public, l'amélioration du coût perçu des matériaux, produits et solutions durables et la coopération de l'ensemble des parties prenantes.

Le rôle des initiatives publiques (normes, aides et réglementations), pourtant fondamental, reste sous-estimé par les acteurs de terrain.

(1) À périmètre constant (voir p. 5).

DES ACTEURS PLUS INFORMÉS, FORMÉS ET ENGAGÉS

68% des personnes interrogées se sentent suffisamment informées sur le sujet de la construction durable, soit une nette hausse de 5 points par rapport au Baromètre 2023⁽¹⁾.

85% des professionnels interrogés déclarent réaliser tout ou partie de leur activité dans le domaine de la construction durable, et 92% pensent le faire dans les 5 prochaines années. Ils sont aussi de plus en plus nombreux (62%, +3 points⁽¹⁾) à considérer l'engagement de leurs fournisseurs en faveur de la construction durable comme un critère de sélection.

De la même manière, la part d'élus qui ont ou vont exclure des marchés publics des projets ne prenant pas en compte la construction durable progresse également de 2 points⁽¹⁾ et s'établit désormais à 60%.

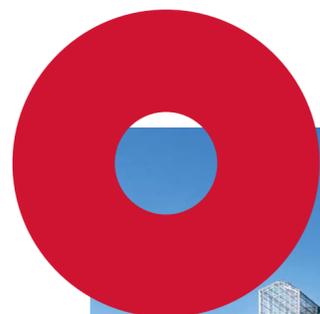
Les associations ne sont pas en reste : 52% ont ou vont appeler au boycott d'entreprises qui ne font pas suffisamment d'efforts en matière de construction durable, soit une nette augmentation⁽¹⁾ de 5 points par rapport au Baromètre 2023 : le *name and shame* progresse, surtout en Europe (+12 points⁽¹⁾).

UN DÉPLOIEMENT DE LA CONSTRUCTION DURABLE QUI NE SERA EFFICACE QUE S'IL EST BIEN ADAPTÉ AUX RÉALITÉS LOCALES

Quels que soient les items étudiés, les résultats révèlent des particularités géographiques. Une réalité à plusieurs vitesses qui s'explique par des contextes économiques et culturels propres à chaque région et qu'il s'agit d'appréhender de manière ultra-localisée pour assurer une construction véritablement durable et adaptée.

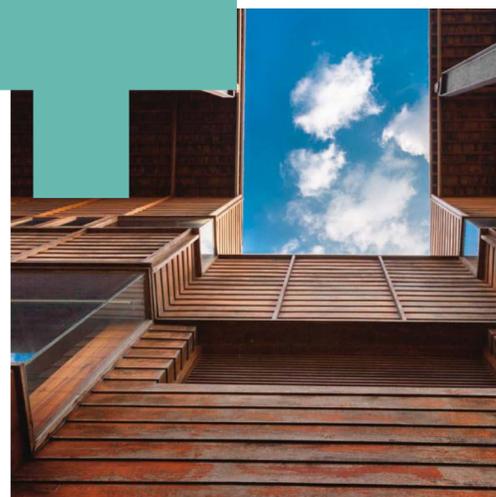
Rappelons que cette étude met en lumière la partie structurée du marché, et non l'habitat informel et l'auto-construction, répandus dans certains pays du Sud, plus difficiles à appréhender par les professionnels comme par les élus.

(1) À périmètre constant (voir p. 5).



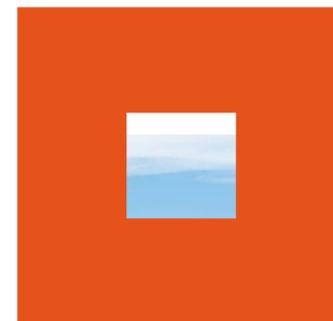
**Construction durable :
une notoriété
globalement forte...
Mais des objectifs
qui diffèrent toujours
selon les zones
géographiques**

page 8



**Des leviers clairement
identifiés pour aller
plus loin**

page 15



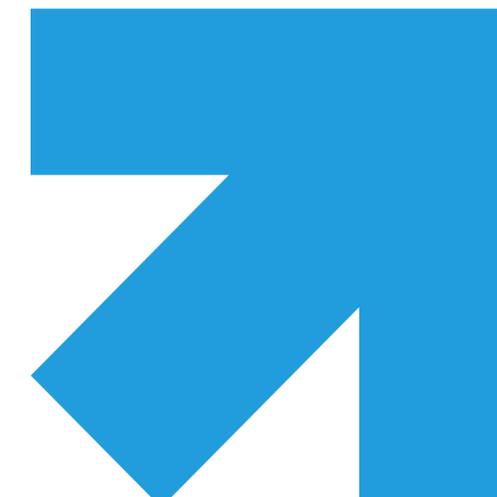
**Une confiance affichée
dans les professionnels
de la construction et la
puissance publique pour
accélérer la transition**

page 20



**L'absence d'engagement
dans la construction
durable perçue comme
un facteur discriminant**

page 25



Annexe

**Étude qualitative
France - Focus
sur la rénovation
énergétique**

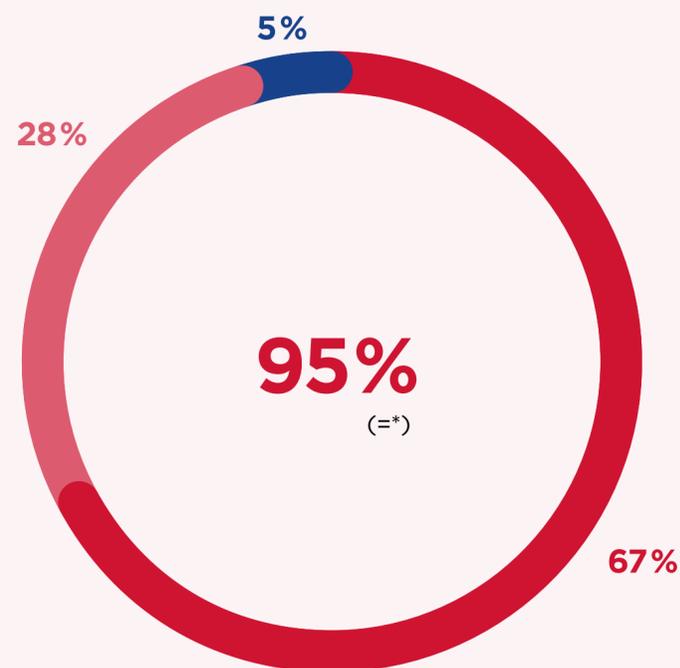
page 31

Construction durable : une notoriété globalement forte... Mais des objectifs qui diffèrent toujours selon les zones géographiques



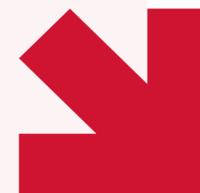
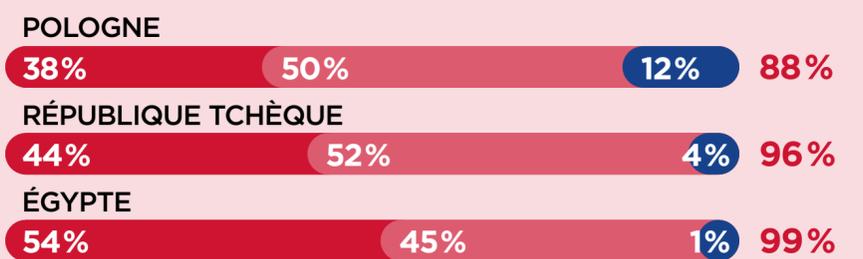
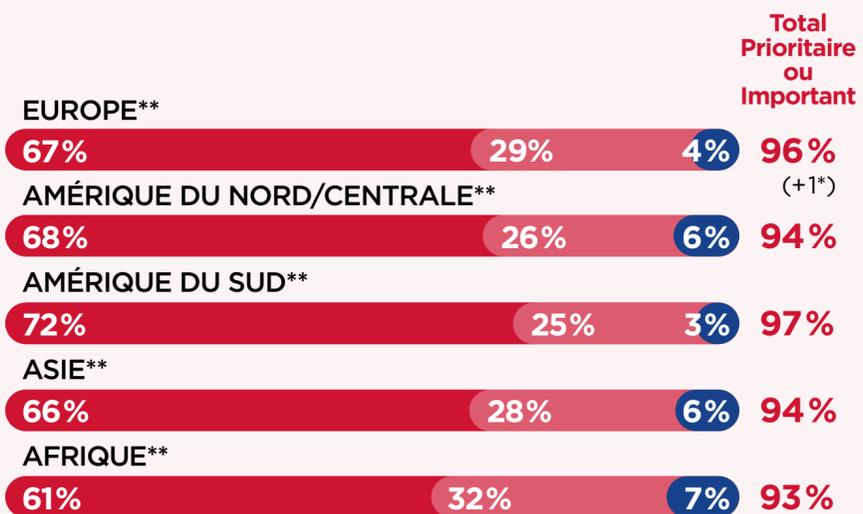
L'URGENCE À AGIR, UN CONSTAT PARTAGÉ

➔ Pour vous, personnellement, diriez-vous que la mise en place de constructions plus durables est quelque chose de... ?



● Prioritaire ● Important mais pas prioritaire ● Secondaire

Base : ensemble - une seule réponse possible



Pour 95% des personnes interrogées, la construction durable apparaît importante (28%) et prioritaire (67%). Seuls 5% des répondants jugent ce sujet secondaire.

Un degré d'urgence nettement partagé par l'ensemble des acteurs interrogés, quelle que soit la zone géographique.

Quelques exceptions toutefois sont à noter : la Pologne, la République tchèque et l'Égypte considèrent ce sujet comme important mais non prioritaire voire même secondaire à hauteur respectivement de 61%, 56% et 46%.

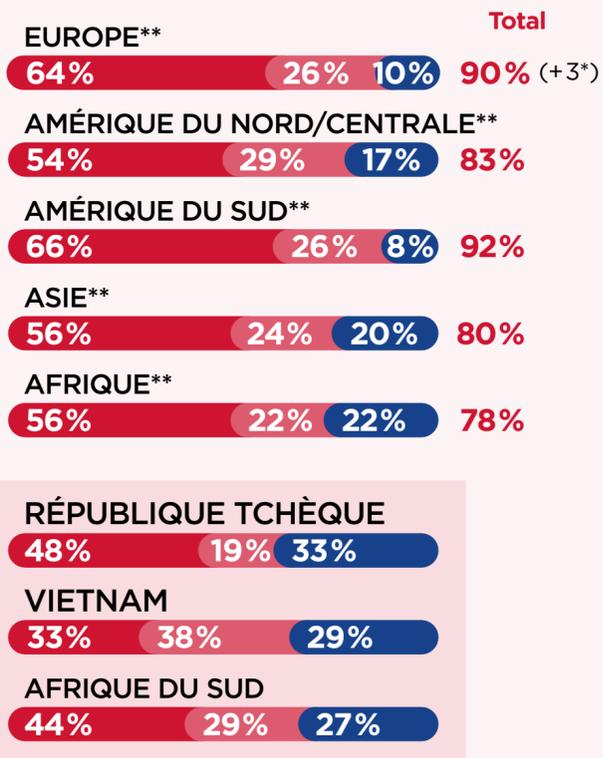
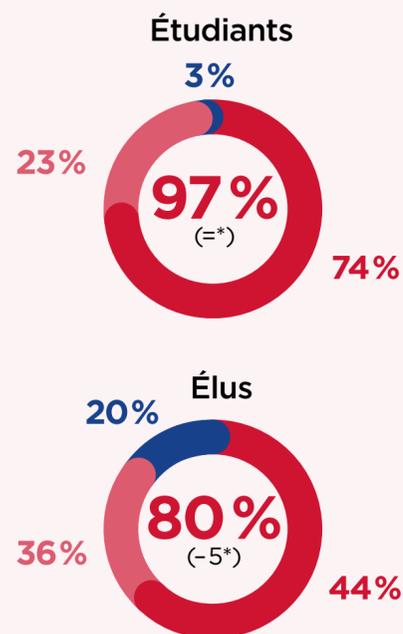
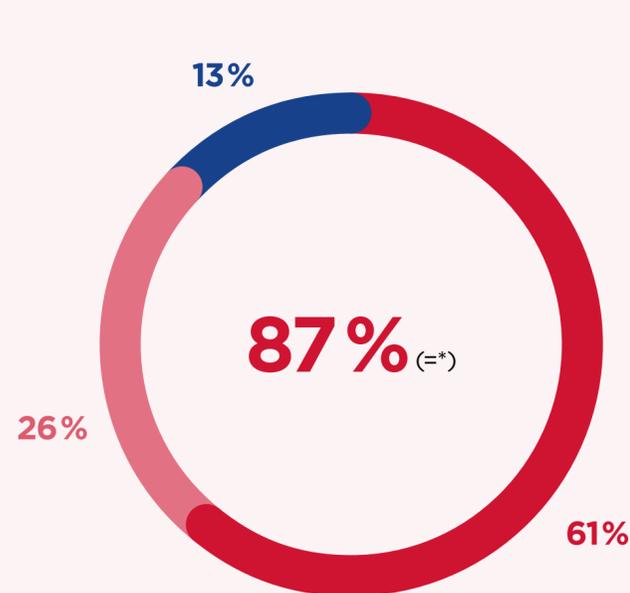
Une attention particulière de sensibilisation et d'information devrait donc être portée sur ces zones géographiques.

* À périmètre constant (voir p. 5).

** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).

UN CONCEPT BIEN INSTALLÉ DANS L'ENSEMBLE DE LA CHAÎNE DE VALEUR, MALGRÉ QUELQUES DISPARITÉS

Connaissez-vous la notion de construction durable, ne serait-ce que de nom ?



● Oui, et je vois bien ce dont il s'agit ● Oui, mais je ne vois pas vraiment ce dont il s'agit ● Non, je n'en ai jamais entendu parler

Base : ensemble - une seule réponse possible

* À périmètre constant (voir p. 5).
** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).



87% des répondants déclarent connaître la notion de construction durable. Parmi eux, plus de la moitié (61%) se déclarent avertis. Une tendance élevée et stable par rapport au Baromètre 2023.

Le sentiment de familiarité avec la notion est plus fort chez les étudiants (74% déclarent bien savoir de quoi il s'agit) et auprès des publics européens (64%), en particulier en Suisse, France, Allemagne et Espagne, et des publics d'Amérique du Sud (66%). C'est 10 points de plus qu'en Amérique du Nord et centrale (54%).

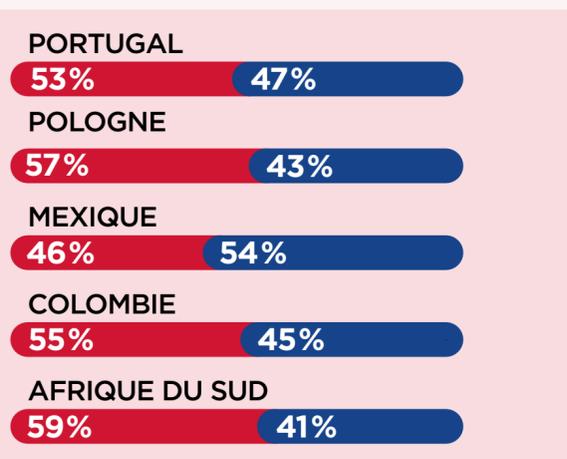
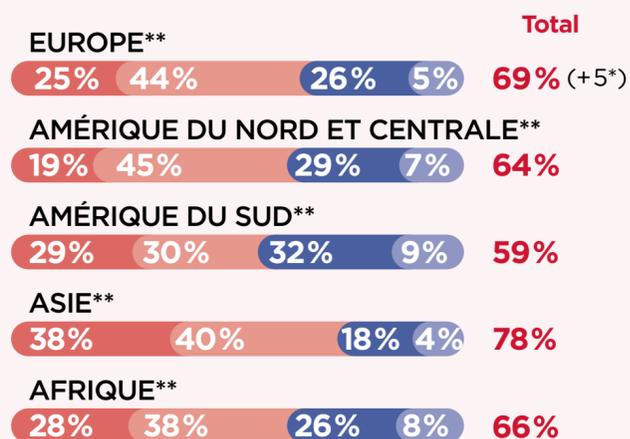
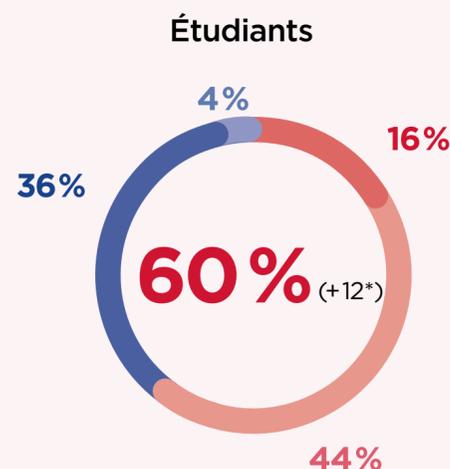
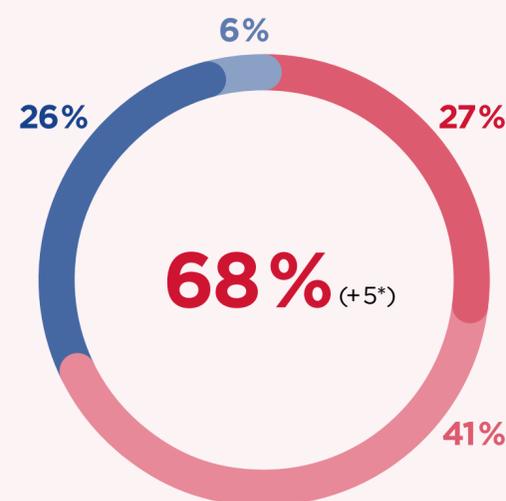
La part des répondants qui reconnaissent « ne pas vraiment voir ce dont il s'agit » ou « ne jamais en avoir entendu parler » reste toutefois élevée (39%).

Il s'agit donc de maintenir et renforcer les efforts de pédagogie autour de la construction durable. Notamment auprès :

- des élus : 20% déclarent ne jamais en avoir entendu parler,
- dans certains pays d'Europe de l'Est, d'Afrique et d'Asie où ce chiffre s'élève à 33% en République tchèque, 29% au Vietnam et 27% en Afrique du Sud.

DES ACTEURS PLUS INFORMÉS MAIS UN BESOIN D'INFORMATION ENCORE MARQUÉ

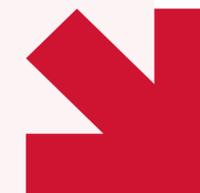
Vous sentez-vous suffisamment informé(e) sur le sujet de la construction durable ?



● Oui, tout à fait ● Oui, plutôt ● Non, pas vraiment ● Non, pas du tout ● Total oui ● Total non

Base : ensemble - une seule réponse possible

* À périmètre constant (voir p. 5).
** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).



Si le niveau de familiarité avec la notion de construction durable est élevé, une part non négligeable des interrogés ne se sent pas suffisamment informée sur le sujet.

Les pays qui témoignent le plus d'un déficit d'information perçu sont :

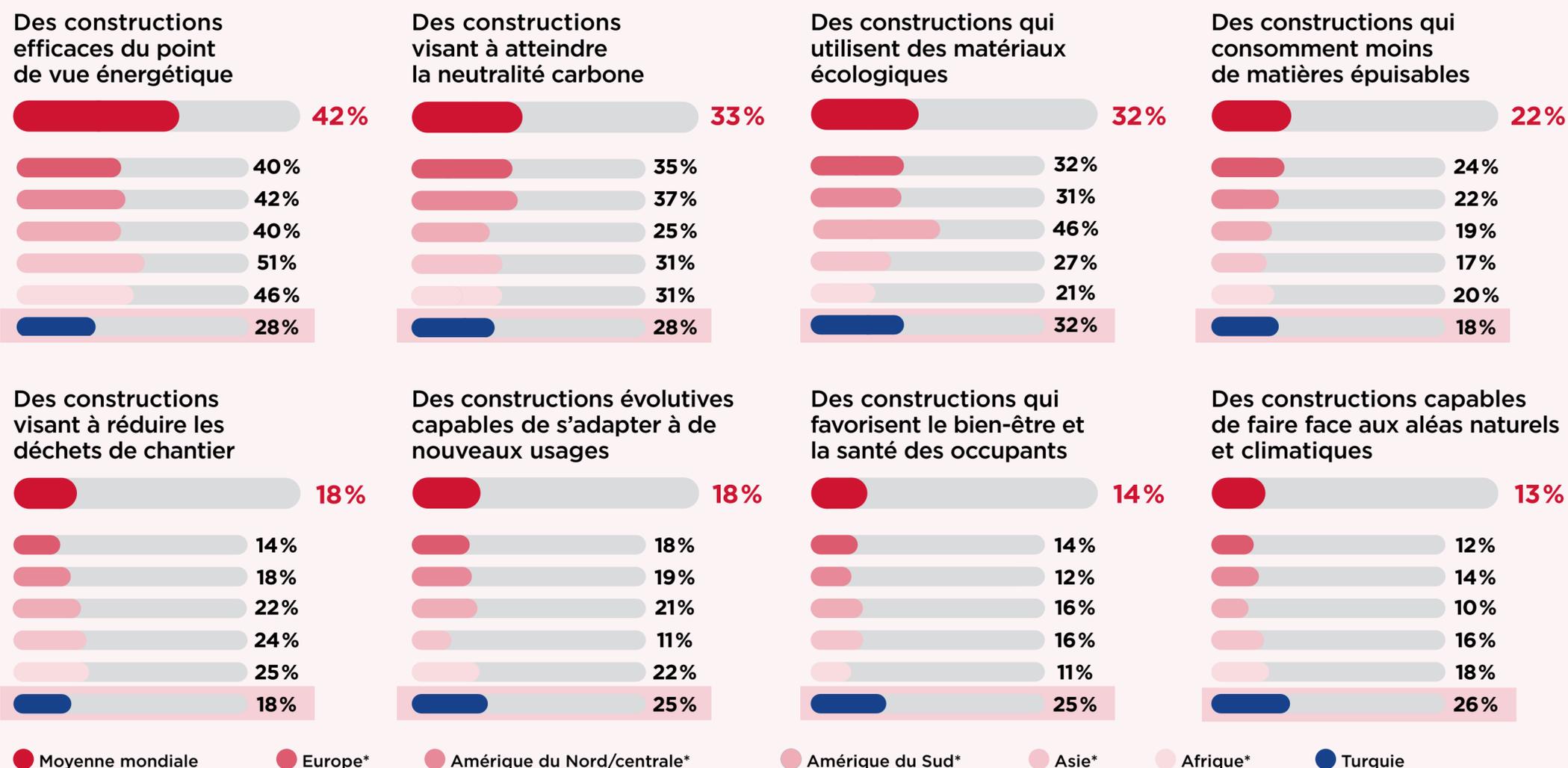
- en Europe : le Portugal (47%) et la Pologne (43%)
- en Amérique latine : le Mexique (54%) et la Colombie (45%)
- sur le continent africain : l'Afrique du Sud (41%)

La dynamique est toutefois encourageante au niveau global, avec un sentiment d'information en matière de construction durable qui augmente de +5 points par rapport au Baromètre 2023* - une hausse principalement notable chez les étudiants (+12 points*).

UNE COMPRÉHENSION DE LA NOTION DE CONSTRUCTION DURABLE TOUJOURS PARTIELLE ET DOMINÉE PAR « LE VERT »



➤ Parmi les définitions suivantes, lesquelles correspondent le mieux à la construction durable ?



Pour la majorité des répondants, la définition de la construction durable est directement liée à l'efficacité énergétique des bâtiments (42%) et à la neutralité carbone des constructions (33%). L'utilisation de matériaux écologiques arrive en 3^e position de ce classement global (32%) - et en première position en Amérique du Sud (46%). Les notions de résilience et de confort des occupants sont considérées comme secondaires.

Seule exception : la Turquie, qui se distingue des autres pays en définissant davantage la construction durable à travers le bien-être des habitants (25%, vs 14% moyenne mondiale).

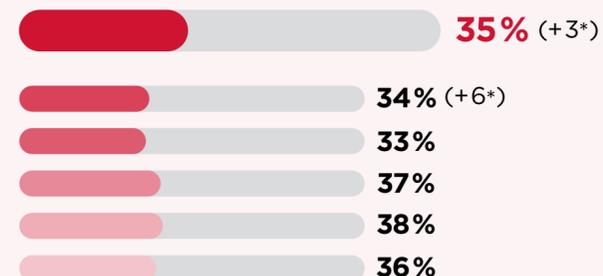
Il y a donc un enjeu à promouvoir une définition commune et complète de la construction durable.

La construction durable combine performance et durabilité : tout au long de son cycle de vie, elle contribue positivement à la santé et au bien-être des personnes, présente une empreinte réduite sur l'environnement et délivre une valeur économique et une qualité supérieure.

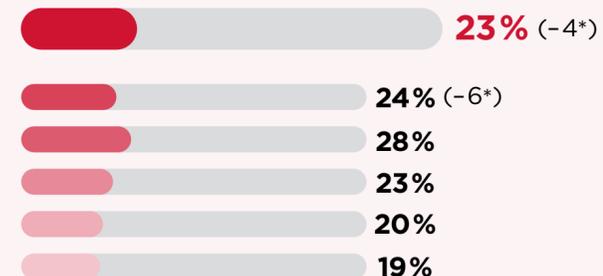
LA RÉDUCTION DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT EN TÊTE DES PRIORITÉS

➔ Selon vous, quel doit être le principal objectif de la construction durable?

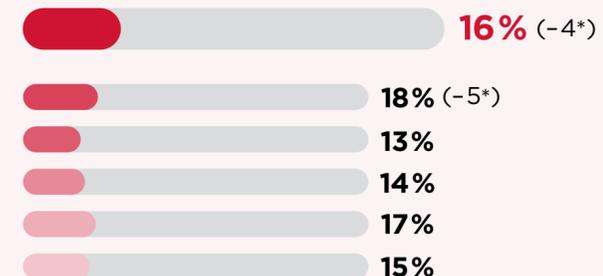
La protection de l'environnement



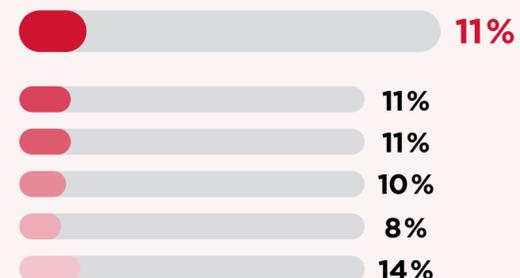
La lutte contre le changement climatique



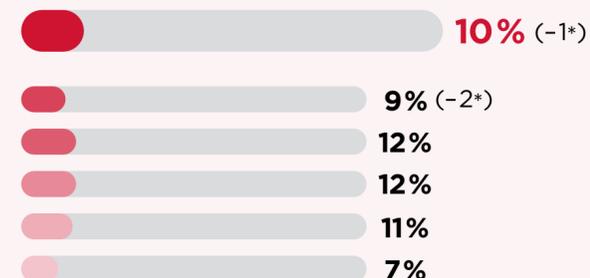
La réduction des dépenses énergétiques



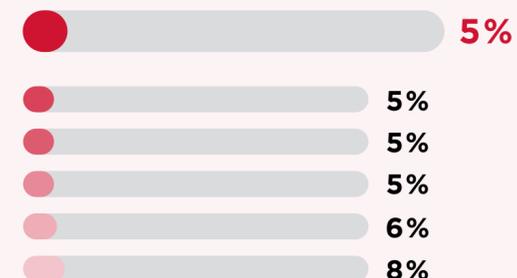
Des coûts réduits sur l'ensemble du cycle de vie du bâtiment**



La santé des habitants



La résistance des bâtiments aux aléas climatiques**



● Moyenne mondiale ● Europe*** ● Amérique du Nord et centrale*** ● Amérique du Sud*** ● Asie*** ● Afrique***

Base : ensemble - une seule réponse possible

* À périmètre constant (voir p. 5).
 ** Nouvel item par rapport à l'édition 2023.
 *** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).



La protection de l'environnement est de loin perçue comme l'objectif le plus important de la construction durable, quelle que soit la zone géographique. Ce constat est cohérent avec la définition très « verte » qui lui est encore majoritairement donnée.

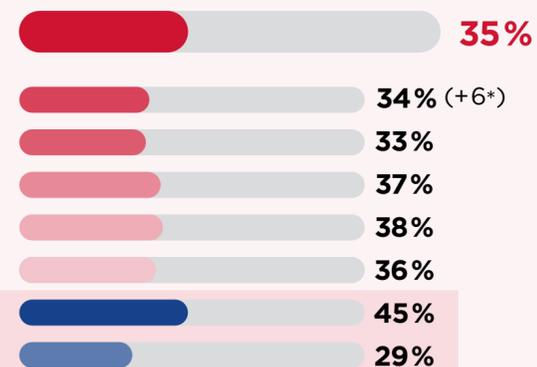
Parmi les autres objectifs :

- La réduction de la facture énergétique arrive en 3^e position, quelle que soit la région. Cette tendance est en léger ralentissement par rapport au Baromètre 2023*.
- Les objectifs liés à la santé des habitants ne sont cités que par 1 répondant sur 10.

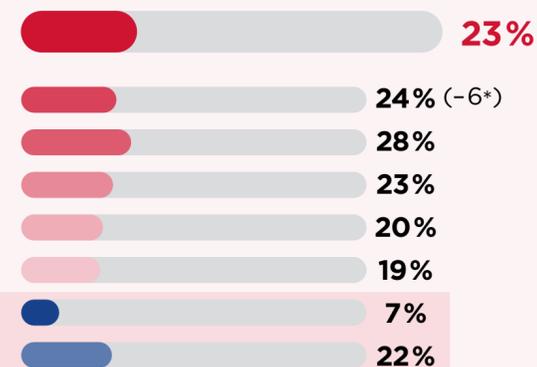
DES OBJECTIFS DE RÉSILIENCE ENCORE PEU PRÉSENTS À L'ESPRIT

↑ Selon vous, quel doit être le principal objectif de la construction durable?

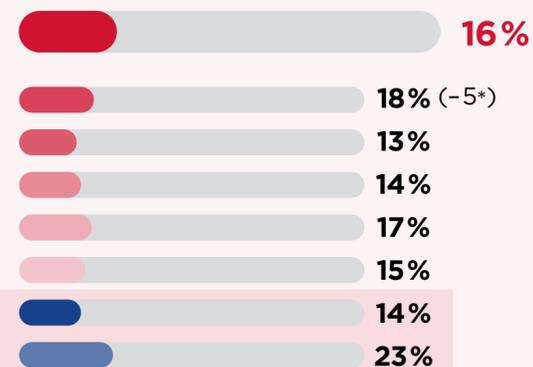
La protection de l'environnement



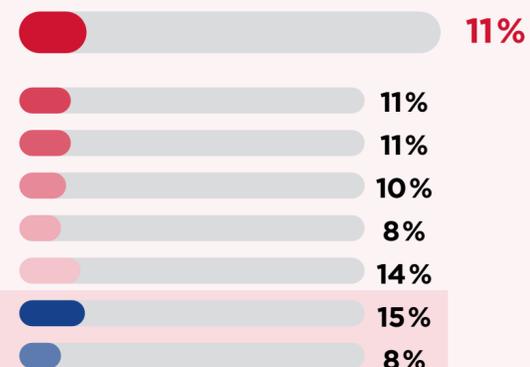
La lutte contre le changement climatique



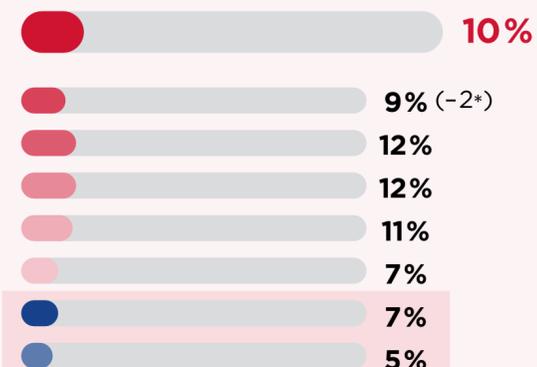
La réduction des dépenses énergétiques



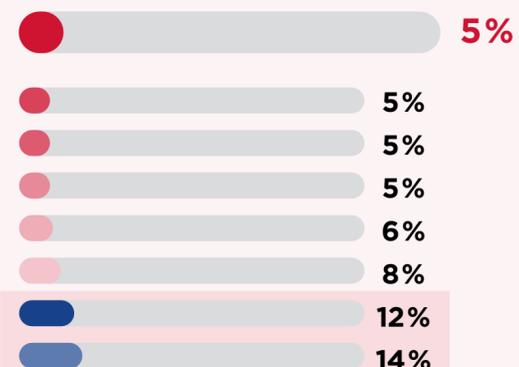
Des coûts réduits sur l'ensemble du cycle de vie du bâtiment**



La santé des habitants



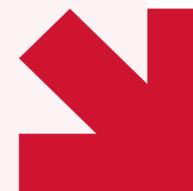
La résistance des bâtiments aux aléas climatiques**



● Moyenne mondiale ● Europe*** ● Amérique du Nord et Centrale*** ● Amérique du Sud*** ● Asie*** ● Afrique*** ● Égypte ● Turquie

Base : ensemble - une seule réponse possible

* À périmètre constant (voir p. 5).
 ** Nouvel item par rapport à l'édition 2023.
 *** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).



Une prise de conscience concernant la résilience encore globalement faible : la résistance aux aléas climatiques reste un objectif marginal.

Ces chiffres semblent être le reflet des réalités et fragilités locales inégales des pays face aux conséquences du dérèglement climatique. Ainsi, en Turquie et en Égypte, la résistance des bâtiments aux aléas climatiques est déjà un sujet (respectivement 14 %, 12 % vs 5 % moyenne mondiale).



**Des leviers
clairement identifiés
pour aller plus loin**

UNE VOLONTÉ D'ALLER PLUS LOIN, MALGRÉ UN LÉGER ESSOUFFLEMENT

➔ En matière de construction durable, diriez-vous qu'il faut... ?

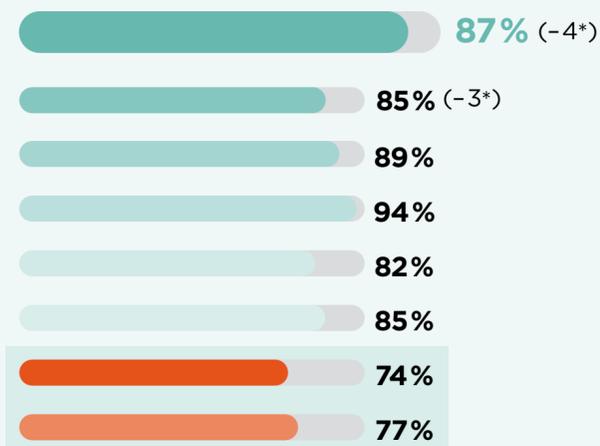


Si une très large majorité de répondants (87%) indiquent qu'il faut aller plus loin en matière de construction durable, l'aspiration au statu quo progresse, avec +4 points par rapport au Baromètre 2023*.

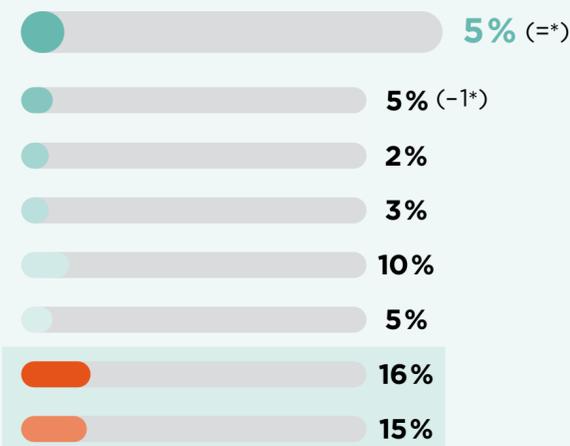
Il est intéressant de noter que quelques pays ont le sentiment qu'ils sont allés trop loin en matière de construction durable et déclarent vouloir revenir en arrière, comme en Turquie (16%) et en Inde (15%), largement au-dessus du benchmark international situé à 5% sur cet item.

On peut s'interroger sur l'impact du contexte démographique dans les réponses exprimées : dans les pays où la problématique est d'abord celle de loger une population grandissante, les considérations de durabilité passent-elles au second plan ?

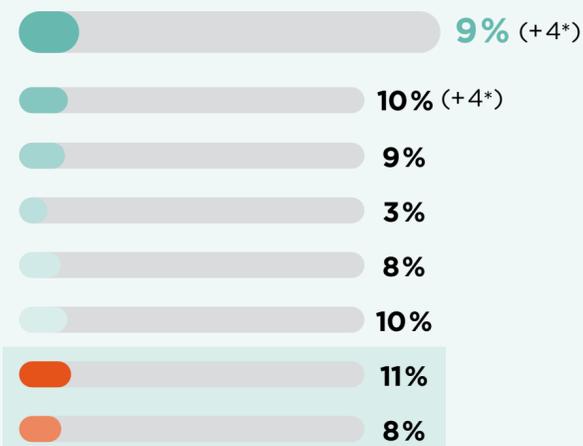
Aller plus loin



Revenir en arrière



C'est bien comme cela



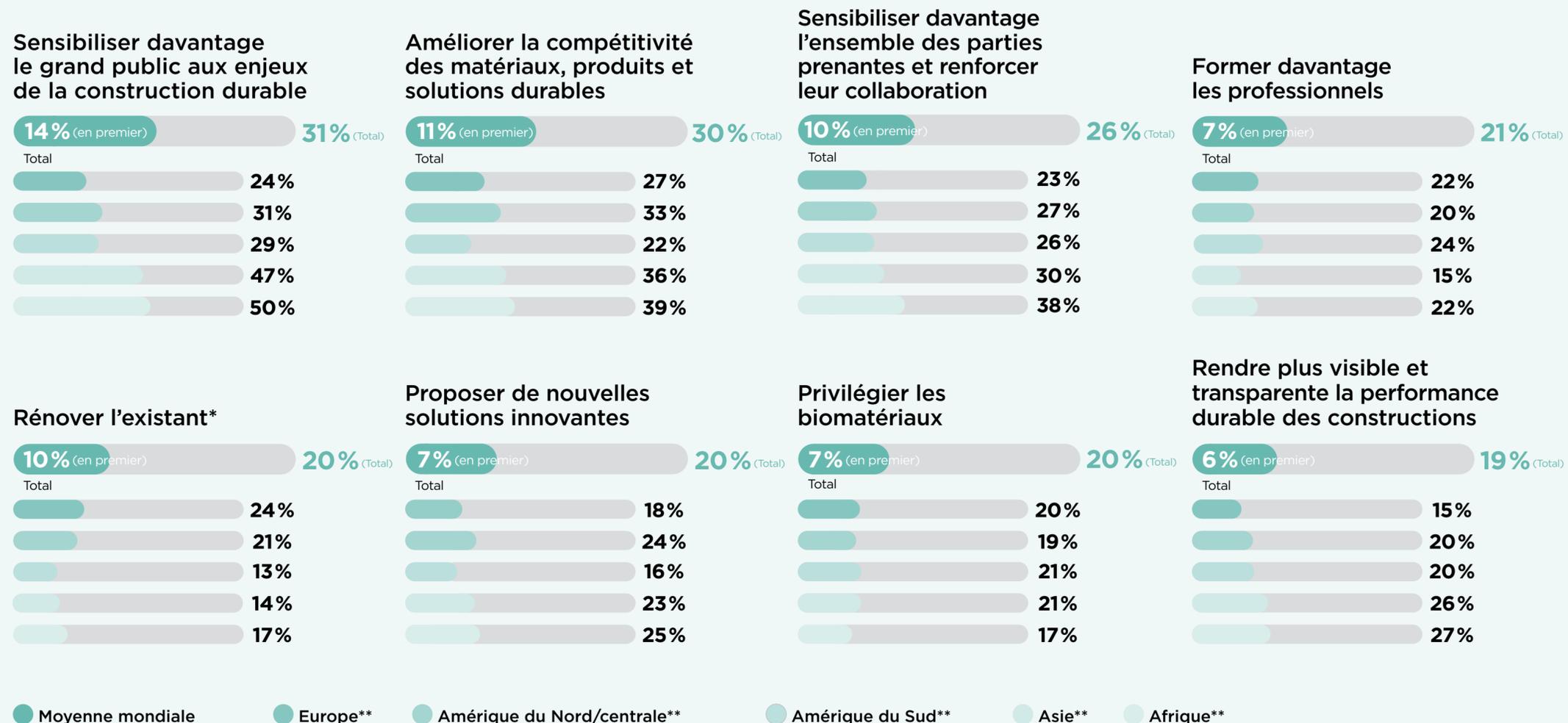
● Moyenne mondiale ● Europe** ● Amérique du Nord/Centrale** ● Amérique du Sud** ● Asie** ● Afrique** ● Turquie ● Inde

Base : ensemble - une seule réponse possible

* À périmètre constant (voir p. 5).
** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).

SENSIBILISER LES PUBLICS ET AGIR SUR LA PERCEPTION DES COÛTS, DES LEVIERS PRIORITAIRES...

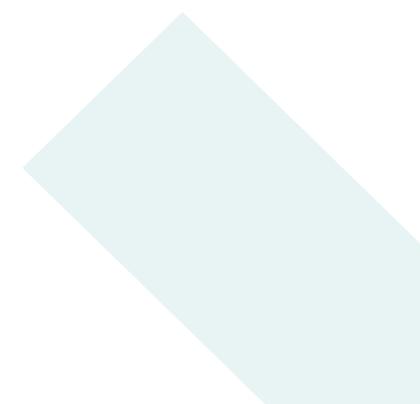
➔ Selon vous, parmi les actions suivantes, quelles sont celles qui doivent être mises en place en priorité pour accélérer le développement de la construction durable ?



1 répondant sur 3 considère la sensibilisation du grand public comme étant prioritaire pour accélérer le développement de la construction durable, en particulier en Afrique (50%) et en Asie (47%).

La question de la valeur perçue et de la compétitivité des solutions de construction est également considérée comme cruciale dans ces deux régions.

Comment les acteurs de la chaîne de valeur peuvent-ils donc faciliter l'accès aux solutions et matériaux de construction durable, notamment dans les pays émergents ?



Voir la suite des réponses à cet item p. 18 et 19

Voir les précédentes réponses à cet item p. 17

Parmi les actions prioritaires à mener pour accélérer la construction durable, les initiatives publiques figurent en bas du classement.

Quelques différences intéressantes à noter en fonction des régions :

- les Européens sont davantage demandeurs d'aides publiques à destination des particuliers par rapport à la moyenne internationale (17% vs. 13%, soit +4 points)
- en Amérique du Nord et centrale, les personnes interrogées sont davantage demandeurs de réglementations (21% vs. 15%, +6 points)

Le rôle des initiatives publiques (normes, aides et réglementations), pourtant fondamental, reste donc sous-estimé par les acteurs de terrain. Comment changer les regards, et passer d'une action publique perçue comme contraignante à une action publique comprise comme nécessaire?

... EN REVANCHE, LES RÉGLEMENTATIONS ET AIDES PUBLIQUES PERÇUES COMME DES LEVIERS SECONDAIRES

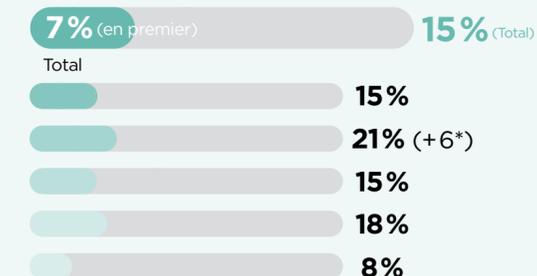
➔ Selon vous, parmi les actions suivantes, quelles sont celles qui doivent être mises en place en priorité pour accélérer le développement de la construction durable?

Réglementations en faveur de l'intensification de la rénovation énergétique

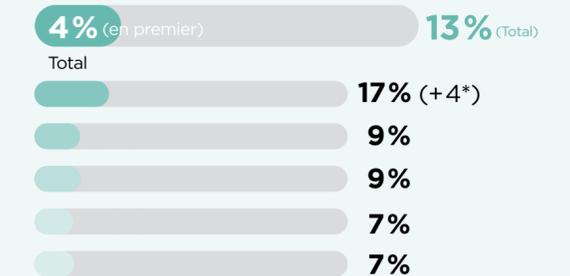
Item proposé uniquement en Europe

7% (en premier) 19% (Total)

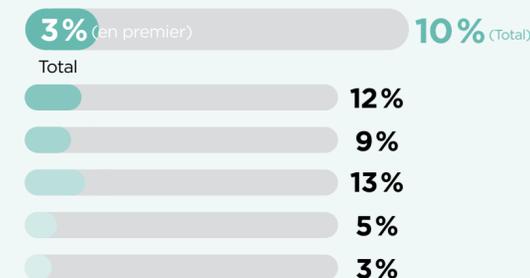
Plus de réglementations



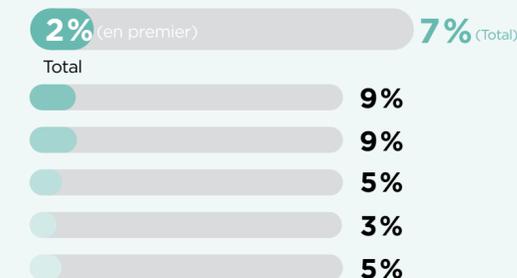
Augmenter les aides publiques aux particuliers



Augmenter les aides publiques aux professionnels



Simplifier les rôles des labels et certifications



● Moyenne mondiale ● Europe** ● Amérique du Nord/centrale** ● Amérique du Sud** ● Asie** ● Afrique**

Base : ensemble - plusieurs réponses hiérarchisées possibles

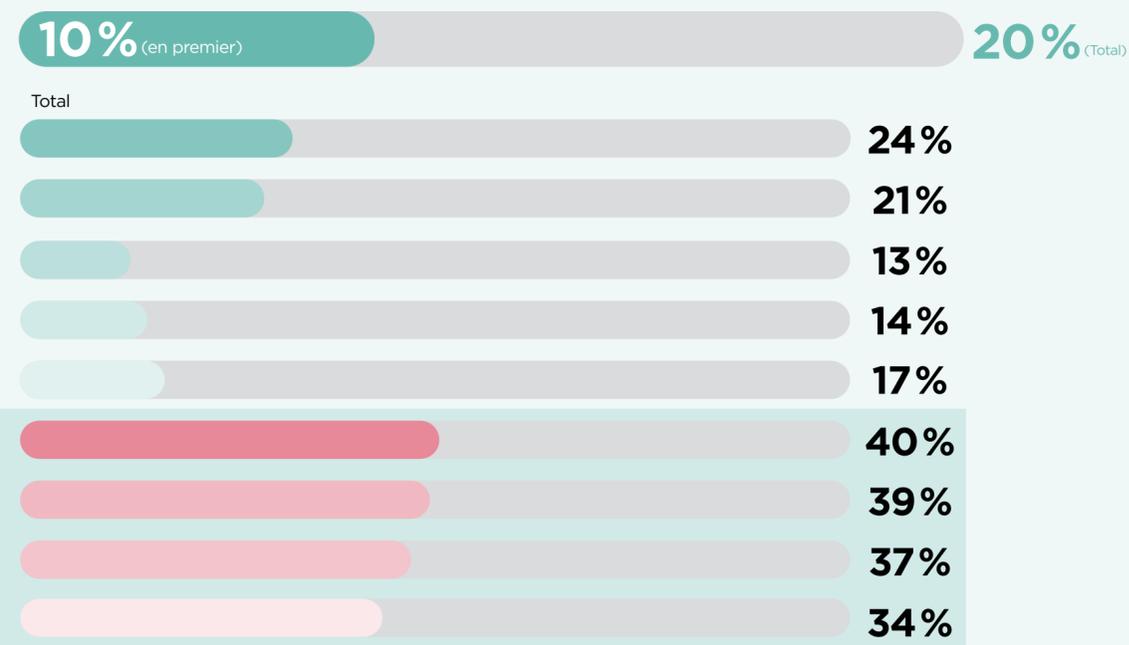
** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5). * À périmètre constant (voir p. 5).

UNE ATTENTION PARTICULIÈRE PORTÉE SUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN EUROPE ET AUX ÉTATS-UNIS



➔ Selon vous, parmi les actions suivantes, quelles sont celles qui doivent être mises en place en priorité pour accélérer le développement de la construction durable?

Rénover l'existant**



● Moyenne mondiale
 ● Europe*
 ● Amérique du Nord/centrale*
 ● Amérique du Sud*
 ● Asie*
 ● Afrique*
● Finlande
 ● France
 ● États-Unis
 ● Allemagne

Une tendance nette se dessine sur la question de la rénovation énergétique. Elle est perçue sans surprise comme une action prioritaire à mener dans les pays au parc très construit et établi, comme en Europe - notamment en Finlande (40%), en France (39%) et en Allemagne (34%) - et aux États-Unis (37%). Dans ces territoires, la performance énergétique des bâtiments existants constitue un véritable défi, comparativement aux pays qui privilégient les programmes de construction neuve, comme au Canada, en Amérique latine et en Asie, afin de loger une population grandissante.

Adresser cette priorité dans les régions concernées suppose de favoriser la structuration du marché de la rénovation énergétique, le développement de compétences spécifiques chez les professionnels, l'harmonisation de normes et labels, l'engagement de politiques publiques mais aussi l'information des publics sur les moyens et les aides disponibles pour y arriver.

Base : ensemble - plusieurs réponses hiérarchisées possibles

* Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).
 ** Focus sur la rénovation, voir les autres résultats en p. 17 et 18.

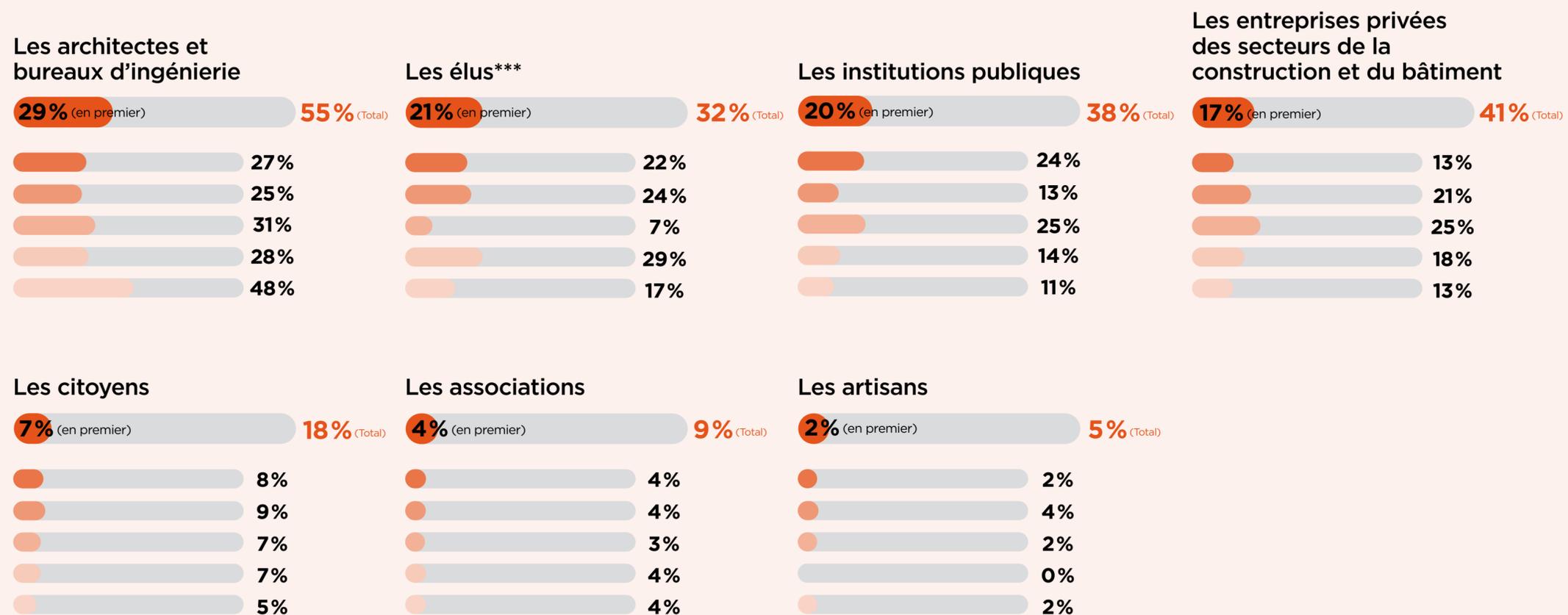


**Une confiance affichée
dans les professionnels de
la construction et la
puissance publique pour
accélérer la transition**

LES PROFESSIONNELS ET LA PUISSANCE PUBLIQUE JUGÉS CLÉS POUR ACCÉLÉRER LA CONSTRUCTION DURABLE



➔ Parmi les acteurs suivants, lesquels sont, selon vous, les plus légitimes pour faire avancer la construction durable? (% cités en premier)



● Moyenne mondiale ● Europe** ● Amérique du Nord/centrale** ● Amérique du Sud** ● Asie** ● Afrique**

Base : ensemble - deux réponses hiérarchisées possibles

* À périmètre constant (voir p. 5).
 ** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).
 *** « Représentants locaux du gouvernement » aux Émirats arabes unis.

Globalement, les architectes et bureaux d'ingénierie arrivent en tête des acteurs les plus cités pour faire avancer la construction durable. Si les professionnels en conception du bâtiment sont crédités de 29% de réponses en première intention, les élus (21%) et institutions publiques (20%) suivent de près.

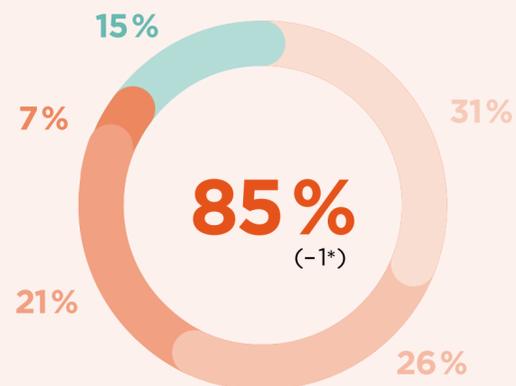
On peut s'interroger sur l'impact du mode de fonctionnement politique des pays interrogés sur les résultats obtenus.

- En Europe par exemple, les institutions publiques arrivent en seconde position (24% de réponses « en premier »), reflet de la place et du rôle fort des institutions européennes en matière de construction durable?
- Au Canada, au Royaume-Uni et au Vietnam, ce sont les élus qui arrivent largement en tête (respectivement 59%, 67% et 68% de réponses totales) avant même les professionnels de la conception en bâtiment.
- En revanche, aux États-Unis et en Amérique du Sud, le rôle dévolu aux entreprises privées semble beaucoup plus important (avec respectivement 47% et 56% de réponses totales, soit +6 et +15 points par rapport à l'ensemble de l'échantillon).

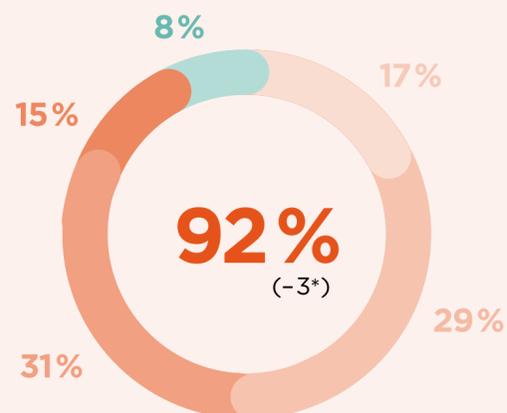
DES PROFESSIONNELS QUI SE SENTENT JUSTEMENT TOUJOURS LARGEMENT ENGAGÉS...

➔ Avez-vous toute ou une partie de votre activité qui s'inscrit dans le domaine de la construction durable? Et dans les 5 prochaines années?

ACTUELLEMENT



DANS LES 5 ANNÉES À VENIR



● Moins de 25% de votre activité
 ● Entre 25% et 50% de votre activité
 ● Plus de 50% de votre activité
● Toute votre activité
 ● Aucune activité dans le domaine de la construction durable

Base : professionnels connaisseurs de la notion de construction durable - une seule réponse possible



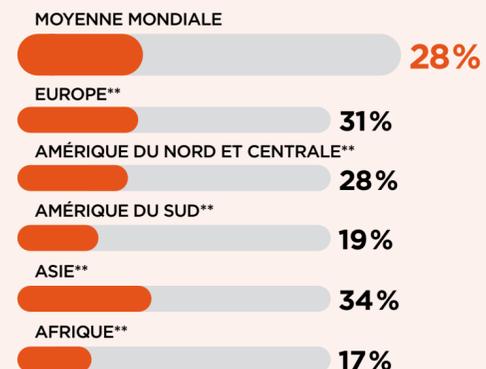
Signal positif : les professionnels, perçus comme les fers de lance de la transition du secteur, se sentent largement engagés dans la construction durable et projettent de l'être encore davantage. Ainsi, 85% des professionnels interrogés déclarent réaliser tout ou partie de leur activité dans la construction durable, et 92% pensent le faire dans les 5 prochaines années. Des résultats stables qui confirment les chiffres du Baromètre 2023 et montrent que le mouvement est définitivement en marche.

Un engagement toutefois à plusieurs vitesses en fonction des zones géographiques.

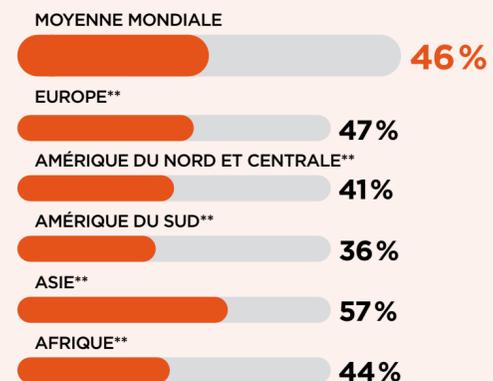
C'est en Europe, en Asie et en Amérique du Nord et centrale que les professionnels sont actuellement les plus significativement engagés : respectivement 31%, 34% et 28% disent avoir + de 50% de leur activité dans la construction durable.

C'est cependant dans la zone Afrique que le potentiel de développement est le plus important. Si aujourd'hui seuls 17% des professionnels interrogés dans cette zone déclarent réaliser plus de 50% de leur activité dans le domaine de la construction durable, 44% pensent le faire dans les 5 prochaines années.

De 50% à 100% de leur activité



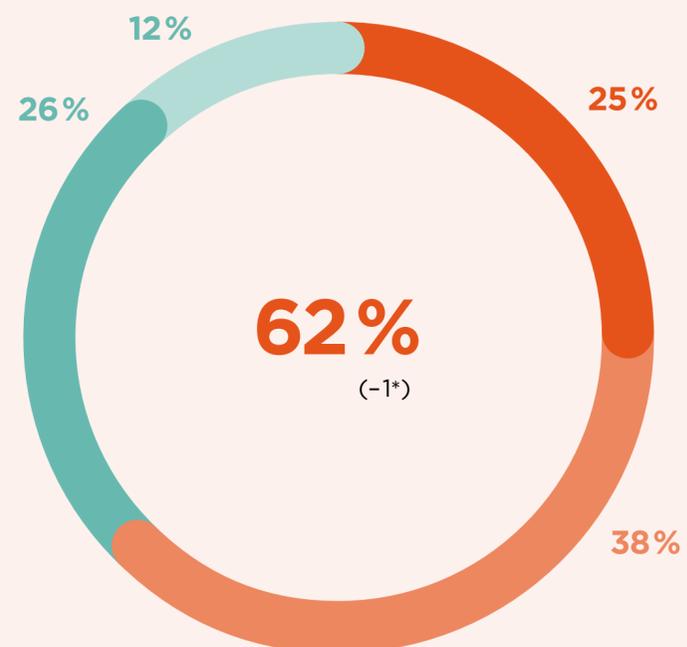
De 50% à 100% de leur activité dans les 5 années à venir



* À périmètre constant (voir p. 5).
 ** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).

... ET DONT LA FORMATION PROGRESSE

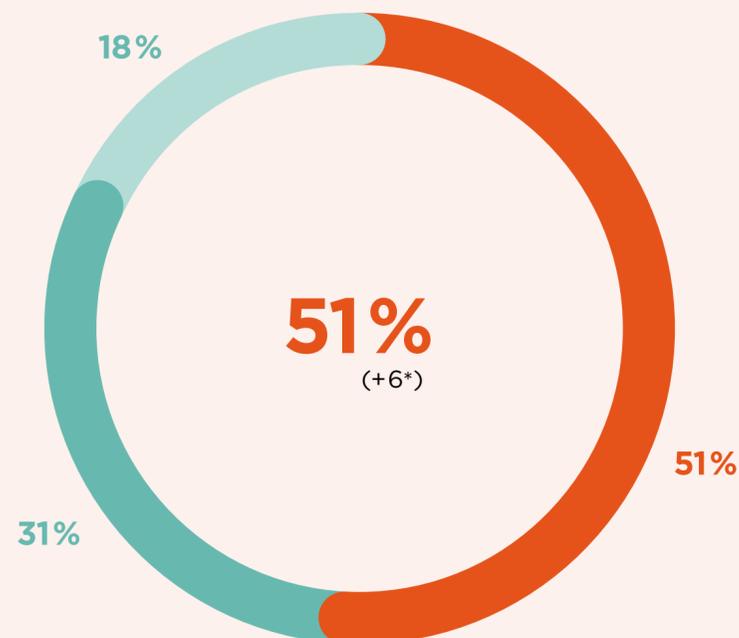
Vous sentez-vous suffisamment formé(e) sur le sujet de la construction durable ?



Total Non **38%**

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, pas vraiment
- Non, pas du tout

Avez-vous bénéficié d'une formation sur le sujet de la construction durable ?



Ont déjà bénéficié d'une formation ou ont l'intention de le faire

82% (+2*)

- Oui
- Non, mais j'ai l'intention d'en suivre une
- Non, et je n'ai pas l'intention d'en suivre une



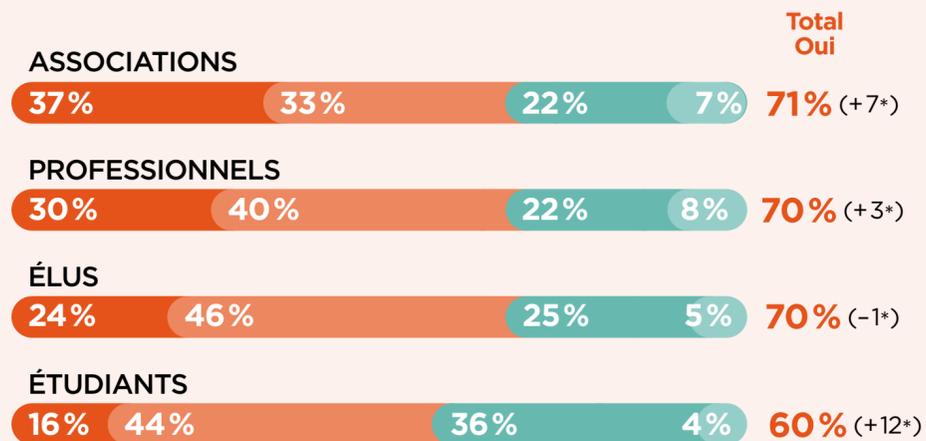
La formation progresse chez les professionnels du secteur. Près des deux tiers se sentent suffisamment formés sur le sujet de la construction durable, toutes zones confondues.

51% d'entre eux disent avoir déjà bénéficié d'une formation à la construction durable. C'est +6 points par rapport au Baromètre 2023*. Et 31% disent avoir l'intention de le faire.

DES FUTURS PROFESSIONNELS SENSIBILISÉS SUR LE SUJET



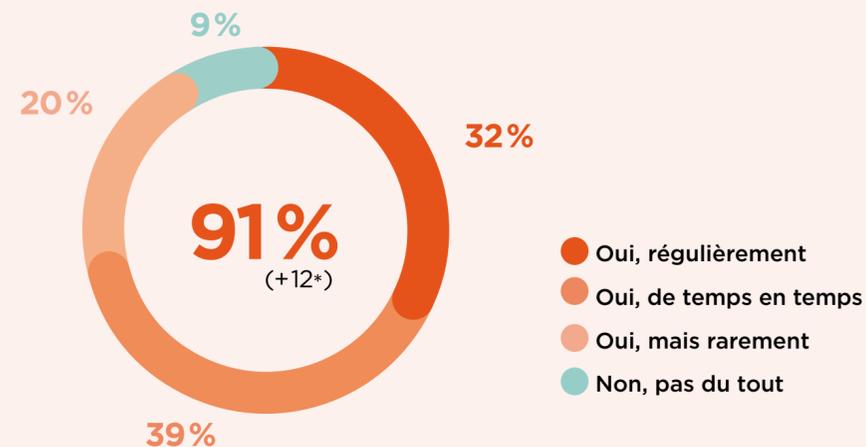
Vous sentez-vous suffisamment informé(e) sur le sujet de la construction durable ?



- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, pas vraiment
- Non, pas du tout

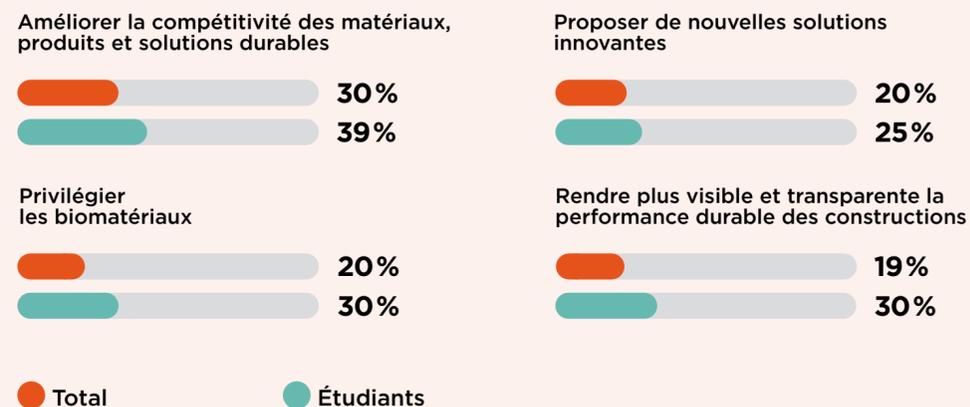
Base : ensemble - une seule réponse possible

Dans le cadre de votre formation, bénéficiez-vous d'enseignements sur le sujet de la construction durable ?



Base : étudiants - une seule réponse possible

Selon vous, parmi les actions suivantes, quelles sont celles qui doivent être mises en place en priorité pour accélérer le développement de la construction durable ?**



Base : ensemble - plusieurs réponses hiérarchisées possibles

* À périmètre constant (voir p. 5).
 ** Focus sur certains résultats, voir le graphique complet p. 17.

Les étudiants du secteur se disent mieux informés et mieux formés.

Leurs sentiments d'information et d'accès à la formation enregistrent respectivement une hausse de +12 points* par rapport au Baromètre 2023*.

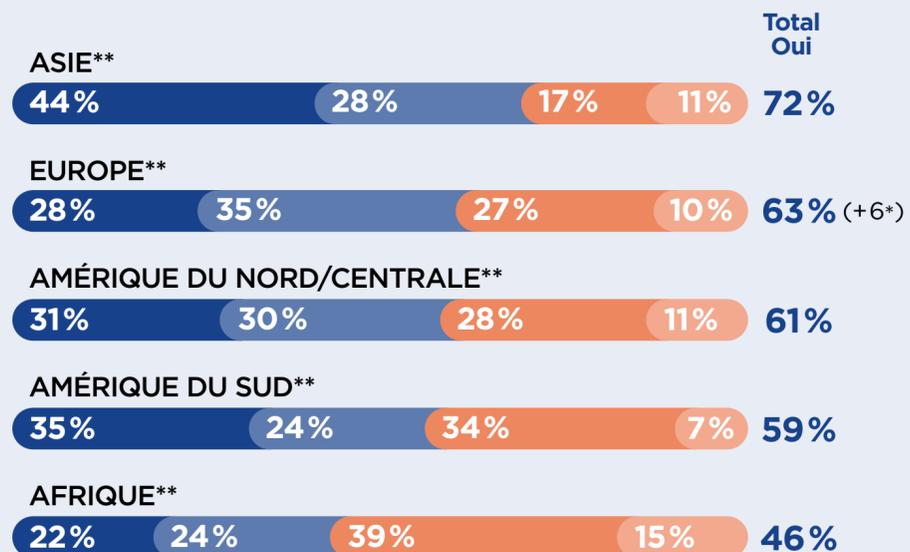
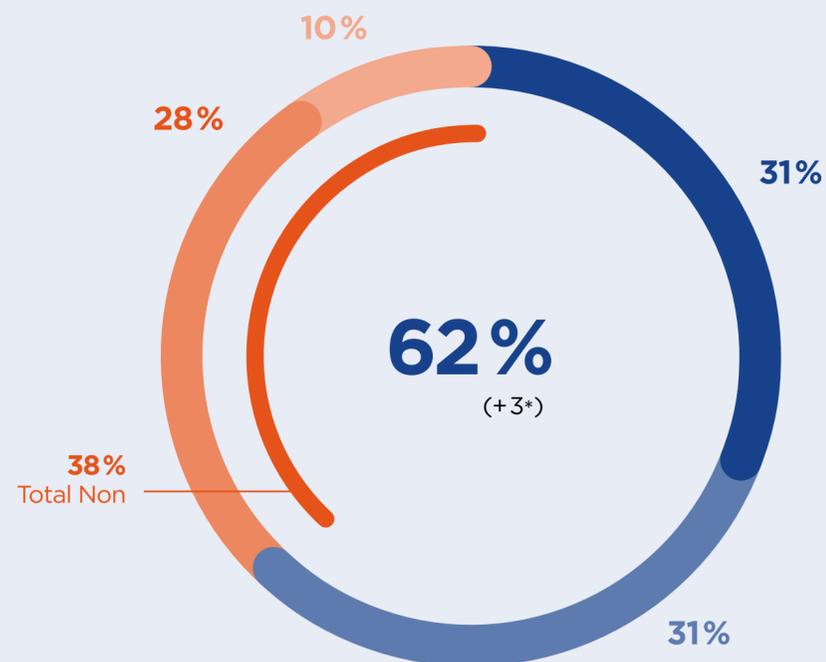
Au-delà d'une action sur la perception du coût, cette future génération de professionnels estime que l'avenir de la construction durable passera notamment par : plus d'innovation, l'usage des biomatériaux et une communication plus transparente de la performance durable des constructions.

**L'absence d'engagement
dans la construction
durable perçue comme un
facteur discriminant**



CHEZ LES PROFESSIONNELLS, UN CRITÈRE DE SÉLECTION DE PLUS EN PLUS IMPORTANT

➔ L'engagement de vos fournisseurs et partenaires en faveur de la construction durable est-il un critère de sélection pour vous ?



● Oui, tout à fait ● Oui, plutôt ● Non, plutôt pas ● Non, pas du tout

Base : professionnels - une seule réponse possible

* À périmètre constant (voir p. 5).
** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).



Les professionnels du secteur sont de plus en plus nombreux (62%, +3 points par rapport au Baromètre 2023*) à considérer l'engagement de leurs fournisseurs en faveur de la construction durable comme un critère de sélection. Un marqueur fort de leur volonté de s'engager davantage dans ce type de chantiers.

On notera toutefois que sur ce critère la zone Afrique est en retrait (46%, soit 16 points de moins que l'ensemble des professionnels interrogés), même si l'aspiration à développer leur activité sur ce segment est affirmée (voir p. 22).

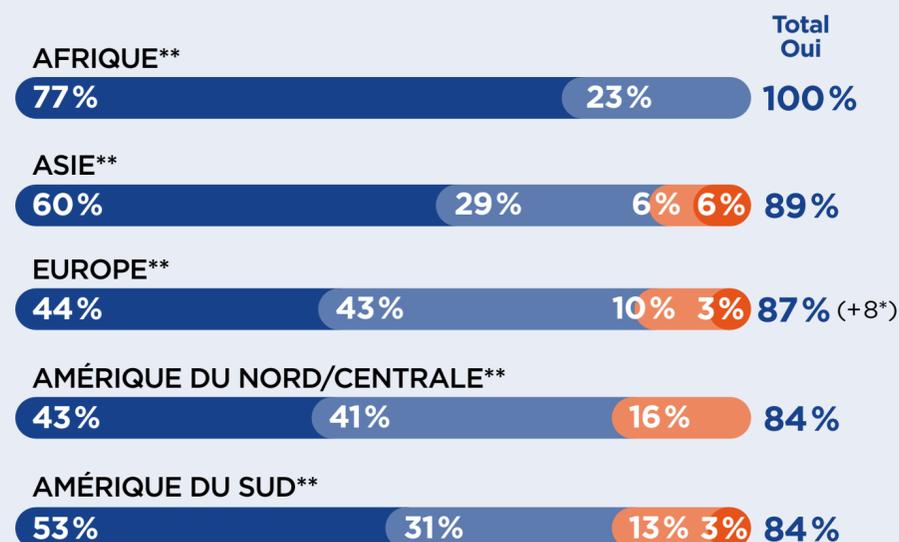
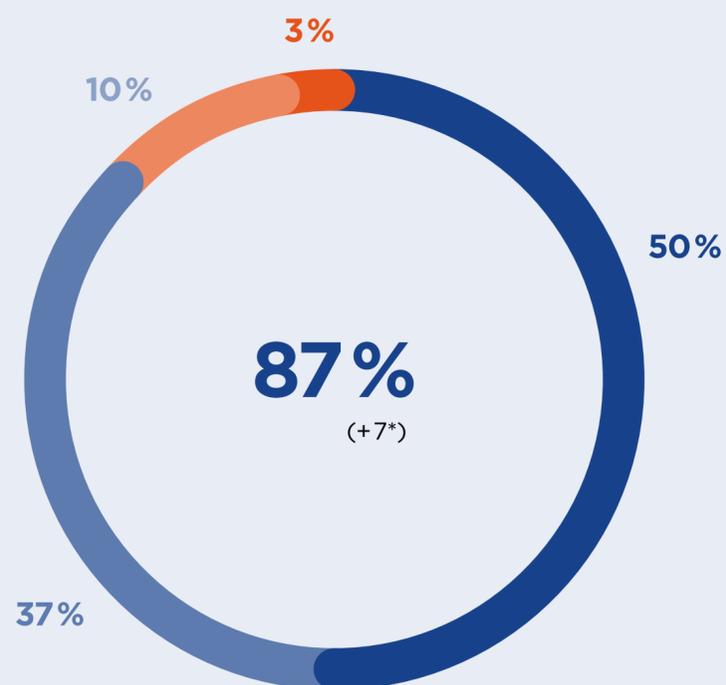
CHEZ LES ÉLUS, LA DIMENSION DURABLE CONSTITUE UN CRITÈRE DÉCISIF D'ATTRIBUTION DES MARCHÉS PUBLICS

➔ Aujourd'hui en tant qu'élu(e), par rapport à des projets de construction, la dimension durable est-elle un critère important ou pas important parmi les critères d'attributions des marchés publics?



Du côté des élus, la dimension durable constitue aujourd'hui un critère décisif d'attribution des marchés publics. Ainsi, près de 9 élus sur 10 considèrent ce critère comme important. Une tendance en progression de +7 points par rapport au Baromètre 2023*.

La dimension durable est même considérée comme capitale dans la zone Afrique : 77% considèrent ce critère comme « très important », bien au-delà de l'Europe (44%) ou des Amériques (48%).



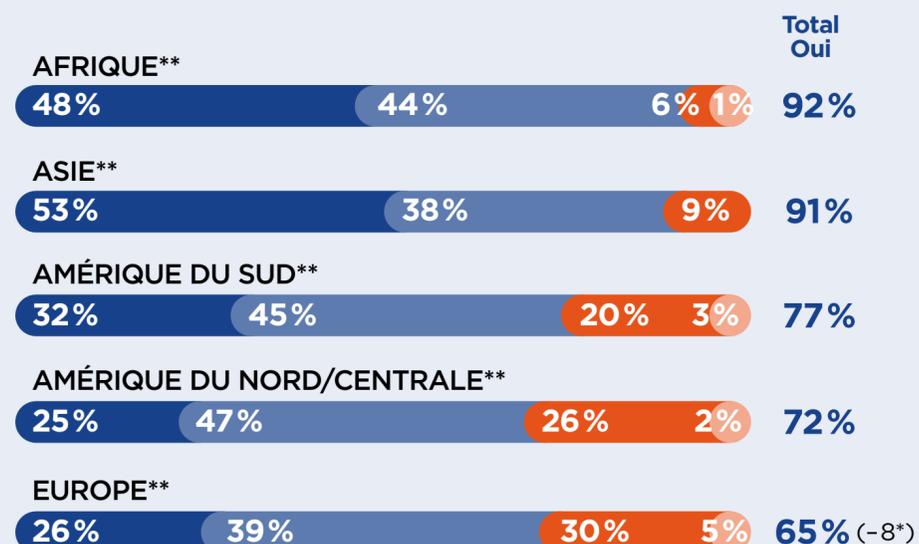
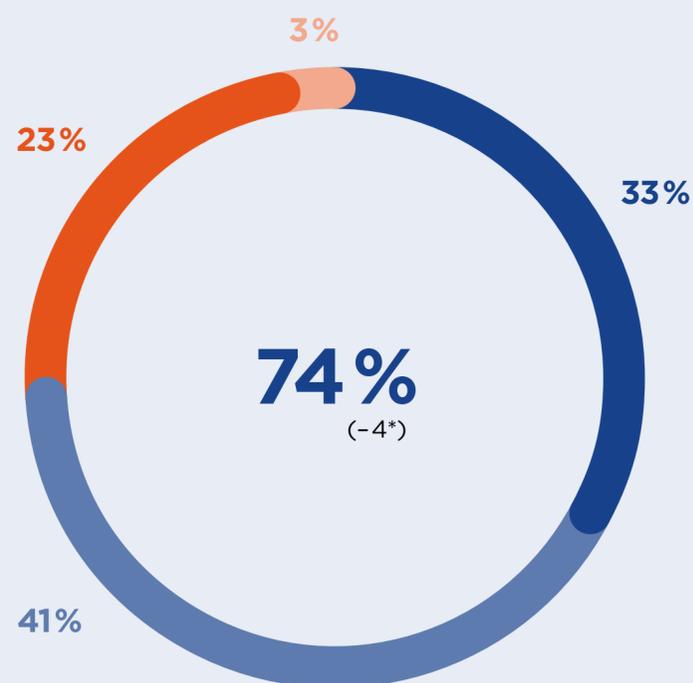
● Très important ● Assez important ● Pas vraiment important ● Pas du tout important

Base : élus - une seule réponse possible

* À périmètre constant (voir p. 5).
 ** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).

CHEZ LES ÉTUDIANTS, LA CONSTRUCTION DURABLE TOUJOURS PERÇUE COMME UNE PLUS-VALUE SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

➤ Selon vous, votre formation dans le domaine de la construction durable est-elle un critère différenciant pour obtenir un emploi?



● Oui, tout à fait ● Oui, plutôt ● Non, plutôt pas ● Non, pas du tout

Base : aux étudiants qui bénéficient d'enseignements sur le sujet de la construction durable - une seule réponse possible

** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).

* À périmètre constant (voir p. 5).

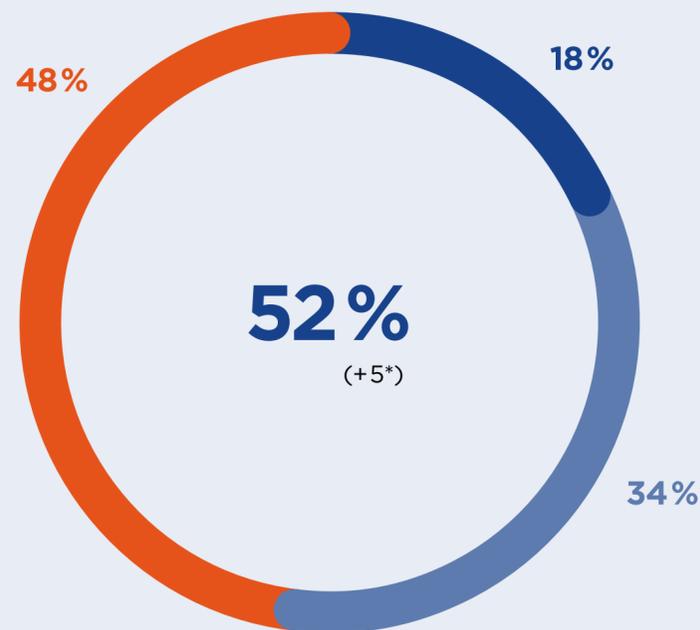


Malgré une baisse de -4 points par rapport au Baromètre 2023*, la formation dans la construction durable est toujours perçue, chez les étudiants, comme une plus-value déterminante pour se démarquer sur le marché de l'emploi.

Une perception particulièrement marquée en Afrique et en Asie (avec respectivement 92% et 91% de résultats positifs). Et nettement moins marquée en Europe et en Amérique du Nord et Centrale (avec respectivement 65% et 72% de résultats positifs). Reflet de différents degrés de conscience des contraintes de la construction durable?

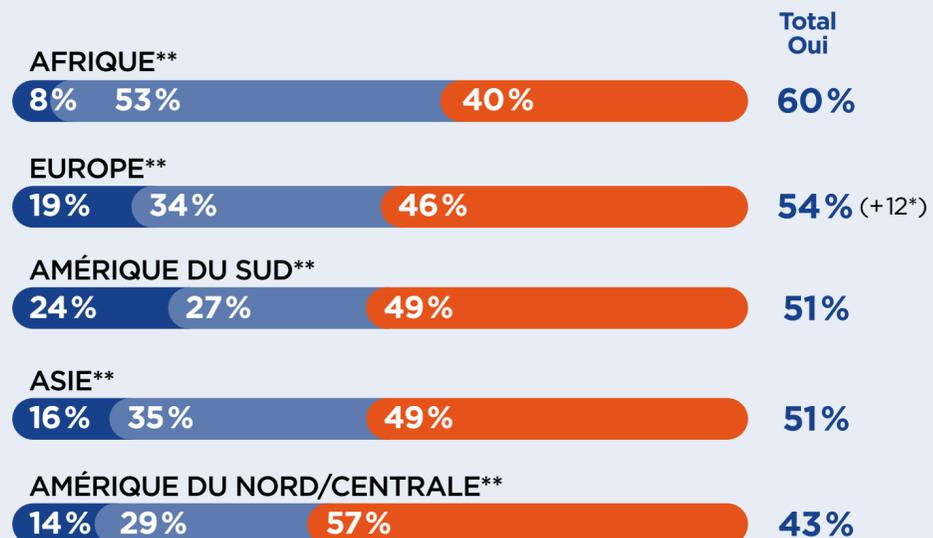
CHEZ LES ASSOCIATIONS, L'APPEL AU BOYCOTT EN PROGRESSION

Vous, personnellement, êtes-vous prêt(e) à appeler au boycott des entreprises du bâtiment/de la construction qui ne font pas suffisamment d'efforts pour construire plus durablement?



● Oui, je l'ai déjà fait ● Oui, je vais le faire ● Non

Base : aux associations - une seule réponse possible



* À périmètre constant (voir p. 5).
 ** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).

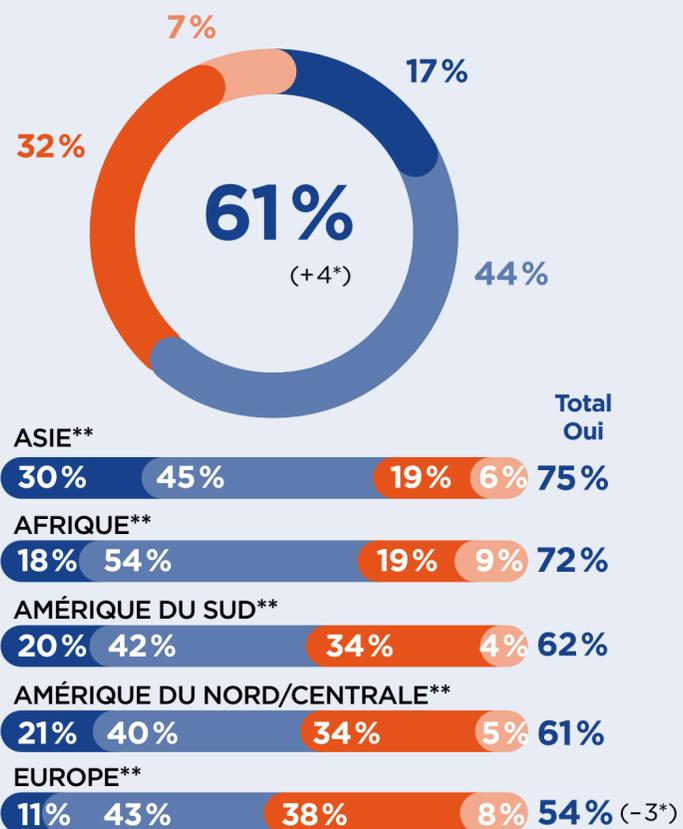


Enfin, du côté des associations, l'absence d'engagement dans la construction durable est plus que jamais vue comme un élément discriminant. Plus de 1 répondant sur 2 se dit ainsi prêt à appeler au boycott des entreprises du bâtiment et de la construction qui ne font pas suffisamment d'efforts en matière de construction durable. Le *name and shame* progresse ainsi nettement : +5 points par rapport au Baromètre 2023*.

Une progression marquée en Europe (+12 points par rapport au Baromètre 2023*).

DES DÉCLARATIONS D'INTENTION POSITIVES, MAIS QUI DOIVENT ENCORE SE TRADUIRE EN ACTES

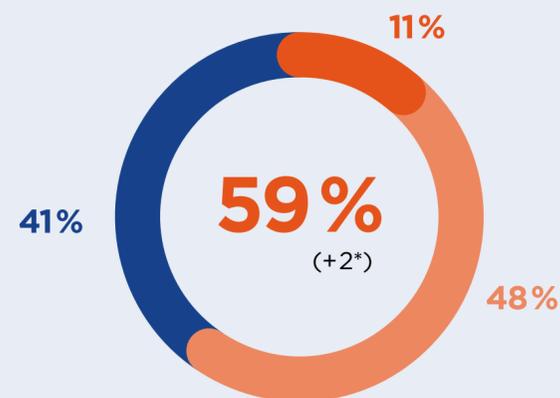
Vous, personnellement, êtes-vous prêt(e) à accepter une offre d'emploi dans une entreprise qui n'est pas investie dans la construction durable?



● Oui, tout à fait
● Oui, plutôt
● Non, plutôt pas
● Non, pas du tout

Base : aux étudiants - une seule réponse possible
** Voir détail des pays interrogés dans le cadre du Baromètre dans chaque région (p. 5).

Vous, personnellement, êtes-vous prêt(e) à exclure des marchés publics du bâtiment/de la construction des projets qui ne prendraient pas en compte des modes de construction durable?



● Oui, je l'ai déjà fait
● Oui, je vais le faire
● Non

Base : aux élus - une seule réponse possible
* À périmètre constant (voir p. 5).



Les étudiants se laissent toujours la possibilité d'accepter une offre d'emploi d'une entreprise qui ne serait pas investie dans ce domaine, surtout en Asie.

Toutefois, parmi les étudiants qui perçoivent la mise en place de constructions plus durables comme prioritaire, 45% déclarent qu'ils n'accepteraient pas une offre d'emploi dans une entreprise qui n'est pas investie dans la construction durable (vs 39% de l'ensemble des étudiants).



4 élus sur 10 ne sont toujours pas prêts à exclure des marchés publics les projets ne prenant pas en compte la construction durable.

Il est intéressant de noter que parmi les élus qui perçoivent la mise en place de constructions plus durables comme prioritaire, 70% (vs 60% de l'ensemble) se disent prêts à exclure des marchés publics des projets qui ne prendraient pas en compte des modes de construction durable, dont 13% qui l'ont déjà fait (vs 11% de l'ensemble).

Ces chiffres montrent l'importance d'aller plus loin et de fédérer toujours plus l'ensemble des parties prenantes dans la transition du secteur.



Annexe
Étude
qualitative
France

Focus sur la rénovation
énergétique

Méthodologie

En complément de l'étude quantitative internationale réalisée par l'institut d'études CSA, et afin d'approfondir l'enjeu de la rénovation énergétique en France, **cette étude qualitative prend le pouls des perceptions des acteurs français du secteur, pour en tirer des grandes tendances et propositions d'analyses.**

À noter : elle a été réalisée en amont des annonces gouvernementales de diminution du budget pour MaPrimeRénov', aide financière destinée au financement des travaux de rénovation énergétique des particuliers.

Cette enquête a été réalisée par l'institut d'études CSA entre le 5 décembre 2023 et le 24 janvier 2024 au cours de 20 entretiens, réalisés en France auprès de :



Mode de recueil :

-  Entretiens d'une durée de 30 à 60 minutes (45 minutes en moyenne)
-  **en visioconférence** ou par téléphone



UNE FRANCE QUI APPARAÎT EN RETARD EN MATIÈRE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE, AVEC UNE FILIÈRE QUI SE DÉCRIT COMME ÉTANT ENCORE PEU MATURE ET STRUCTURÉE

Les acteurs interrogés partagent le constat d'une filière rénovation longtemps délaissée au profit de la construction neuve, n'ayant pas été perçue comme un véritable marché.

LE CONSTAT D'UNE NÉCESSAIRE ACCÉLÉRATION DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE... MAIS SANS VISION GLOBALE PARTAGÉE POUR SA MISE EN ŒUVRE

Les acteurs interrogés s'accordent sur les priorités en matière de rénovation énergétique (pertinence des projets de rénovation globale et rôle crucial de l'isolation)... mais leurs avis diffèrent sur la question des coûts perçus.

UNE PRISE DE CONSCIENCE GÉNÉRALISÉE ET DES POLITIQUES PUBLIQUES VOLONTARISTES... MAIS DE NOMBREUX FREINS PERÇUS QUI RESTENT À LEVER

Coût, disponibilité et compétence des professionnels, manque d'information et d'accompagnement des propriétaires, gouvernance des copropriétés et autres entraves normatives... sont autant de freins mis en avant par les acteurs interrogés.

Construction durable et rénovation : des enjeux similaires mais des marchés différents

D'après les acteurs interrogés, la rénovation énergétique et la construction durable ont un enjeu commun : celui de participer à la stratégie bas carbone décidée par les pouvoirs publics en France. Et partagent aussi les mêmes leviers : une réglementation volontariste et une prise de conscience généralisée.

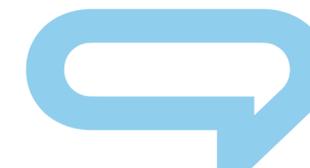
En dehors de cette communauté d'enjeux et d'intérêts, rénovation énergétique et construction durable sont assez peu associées spontanément par les acteurs interrogés qui insistent pour la plupart sur les différences (surmontables) qui caractérisent ces deux notions.

- Parce qu'elles correspondent à des marchés différents.
- Parce qu'elles ne mettent pas en œuvre les mêmes techniques et ne requièrent pas les mêmes compétences.
- Parce que les professionnels (artisans, architectes) se sont longtemps spécialisés, beaucoup privilégiant le marché du neuf.



« La rénovation énergétique est un levier essentiel pour mettre en œuvre la stratégie bas carbone arrêtée par les pouvoirs publics. Aujourd'hui, intervenir sur le paquet existant est quelque chose d'incontournable, indiscutable, qu'il faut accélérer. »

(Architecte)



« Aujourd'hui, les deux sujets sont bien distincts dans la tête des gens. Les filières sont souvent très différenciées, ce ne sont pas les mêmes acteurs qui interviennent... On est en train de changer... »

(Élu)

Les freins identifiés à la rénovation énergétique

1 Un modèle économique considéré peu attractif



« C'est souvent des coûts élevés et qui ont des temps de retour assez longs. »

(Universitaire)

2 Une filière encore peu mature



« C'est une filière où vous avez 1 million de personnes, dont un nombre

extrêmement important d'entreprises unipersonnelles, où vous n'avez pas de structuration administrative, juridique ou de suivi réglementaire avec une veille normative, etc. »

(Élu)

3 Des contraintes posées par l'existant



« Au niveau de la recherche, il faut trouver des solutions dans des environnements

très contraints. Un bâtiment existant, on ne peut pas lui changer son orientation, on peut rarement lui changer ses ouvertures... Ça limite beaucoup les solutions envisageables. »

(Universitaire)

4 Un manque d'information et d'accompagnement



« Le particulier me semble mal informé ou désinformé... Il y a tellement de sites

aujourd'hui... Vous tapez "rénovation énergétique" sur Internet, vous allez avoir plein de sites d'information, de coachs, d'entreprises, de tutos... Ça part dans tous les sens. »

(Architecte)

5 La gouvernance des copropriétés



« Beaucoup de syndicats, dans les copros, parce qu'ils n'ont pas l'unanimité des

propriétaires, renoncent aux travaux. Il y a des renoncements, malgré les aides, en fonction du coût de la note globale des travaux, surtout dans ce contexte actuel. »

(Élu)

6 Des entraves normatives



« Tant de normes, ça devient répulsif pour les professionnels, pour

les habitants et pour les syndicats de copropriété. Certains syndicats de copropriété tardent à réaliser les diagnostics en raison de ces normes trop compliquées. »

(Universitaire)

Une France plutôt en retard sur la rénovation énergétique malgré des enjeux élevés

La France accuserait plutôt un retard, ne serait-ce que par rapport aux objectifs qu'elle s'était fixés dans le Grenelle de l'environnement... mais aussi par rapport à certains de ses voisins européens.

L'Allemagne ou encore les Pays-Bas ont ainsi été cités pour développer des initiatives permettant d'accompagner et d'industrialiser la rénovation énergétique, comme des solutions de financement de la banque publique d'investissements, la Kreditanstalt für Wiederaufbau, perçues comme facilitatrices notamment car :

- elles agrègent différentes subventions pour simplifier les questions de financement et diminuent ainsi le coût du crédit;
- et proposent un audit pour évaluer si les travaux de rénovation ont réellement permis une baisse de la facture énergétique, ce qui permet de lutter contre les fraudes.

Pourtant, la France dispose d'un stock de bâtiments à rénover plus important que d'autres pays européens qui ont conçu différemment (et mieux sur le plan énergétique) leur habitat, notamment les pays scandinaves⁽¹⁾, voire l'Allemagne et la Suisse : isolation par l'extérieur, utilisation d'isolants performants, chauffage au bois...

Cependant, la comparaison avec d'autres voisins moins vertueux (Royaume-Uni, pays de l'Est notamment) est plus flatteuse pour les performances de la France.

(1) Ainsi que nous l'avions déjà noté dans l'étude réalisée en 2023.



« L'Allemagne et la Suisse sont très en avance justement sur la réalisation des bâtiments très bien isolés thermiquement et qui ont des enveloppes très performantes. »

(Architecte)



« Par rapport à certains pays du Nord, on a un parc bâti qui est en moins bon état en termes de qualité d'enveloppe et on a malheureusement des systèmes de chauffage qui sont plus carbonés. »

(Universitaire)



« Après, si on regarde par rapport au reste de l'Europe, un petit peu plus à l'Est notamment, on est quand même un secteur qui est relativement qualitatif en France dans le bâtiment. »

(Universitaire)

Une filière longtemps délaissée au profit du neuf, mais désormais boostée par la réglementation

D'après les interrogés, les choix politiques réalisés il y a quelques décennies n'ont pas incité à construire des bâtiments faits pour durer et/ou économes en consommation d'énergie dans leurs usages. Ainsi, les dispositifs de défiscalisation mis en place ont dopé le secteur de la construction (de la loi Besson à la loi Pinel), sans pour autant créer de logements qualitatifs sur le plan de l'écoconception.

Absence de geste architectural, petits chantiers, peu de place pour la créativité et l'innovation, des transformations peu visibles (et donc moins valorisantes pour l'ensemble des acteurs)... La rénovation est largement perçue comme une filière délaissée qui intéresse moins que la construction neuve.

La filière, essentiellement composée de TPE et de PME, souffrirait par ailleurs d'un manque d'organisation. Mais une transformation de fond semble à l'œuvre sous la pression des contraintes réglementaires. Pour la plupart des interrogés, il est donc clair que la rénovation énergétique en est à ses débuts.



« Les politiques préfèrent inaugurer des bâtiments neufs... Les entreprises préfèrent construire des bâtiments neufs que de rénover, c'est moins de contraintes. Les financiers préfèrent financer des opérations neuves... Les assurances préfèrent assurer des bâtiments neufs, au moins ils sont sûrs... C'est un peu à tous les niveaux finalement qu'il y a une préférence pour la construction neuve. »

(Universitaire)



« On est au début de l'histoire de la réno, on sent que ça s'accélère. On est au décollage mais pas encore en vol de croisière. »

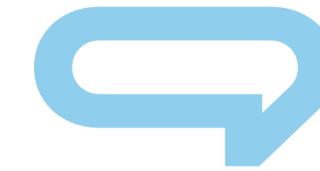
(Architecte)

Des perspectives d'accélération liées à la contraction du marché du neuf et à un impératif croissant de durabilité

Entre construction durable et rénovation énergétique, la plupart des acteurs interrogés s'accordent à dire que la problématique de la rénovation est bien plus importante que la construction neuve, et prioritaire pour atteindre les objectifs de décarbonation :

- parce que le marché du neuf est moins important (et qu'il est de surcroît en train de se réduire);
- parce qu'il faut privilégier la rénovation plutôt que la construction, même durable (toujours plus émettrice de CO₂) pour limiter l'impact sur l'environnement et lutter contre la précarité énergétique.

Pour autant, cette transition nécessite un changement de culture et de pratiques encore inachevé et crée (momentanément peut-être) des problèmes de qualité liés à une formation insuffisante.



« Il y a une baisse de 30% environ actuellement des ventes, que ce soit en appartement neuf ou en maison individuelle. »

(Association)



« On est quand même de plus en plus dans la rénovation. Ce que je faisais avant, c'était de tout raser et de reconstruire derrière. Aujourd'hui, on essaie d'éviter justement cela et donc c'est toute cette problématique de la reconstruction et de la rénovation énergétique qui se pose. »

(Architecte)



« Le marché du neuf, de manière générale, diminue. Ça crée un appel d'air... »

(Architecte)

La réglementation envisagée comme l'un des premiers leviers de succès

Le caractère volontariste de la loi Climat et Résilience de 2021, et notamment l'interdiction de mettre en location les logements mal isolés (les « passoires énergétiques ») est assez largement perçu comme le principal levier d'un mouvement de fond en faveur de la rénovation énergétique. Cette disposition émet un signal clair et fort qui oblige chacun à préparer/engager une transition concrète vers une meilleure isolation des logements... y compris des propriétaires qui auraient pu être réticents à le faire par peur de perdre des m² en isolant leur logement (l'exemple typique étant celui des appartements parisiens).

Une disposition plutôt bien reçue, même si jugée approximative et instable, avec des résultats pouvant varier d'un diagnostiqueur à l'autre... voire même possiblement génératrice d'effets pervers, avec le risque que des logements mal notés soient retirés du marché locatif ou dédiés à la location saisonnière (qui n'est pas concernée par la loi).



« Les acteurs publics font avancer les choses... La réglementation n'est pas parfaite, parce que le DPE n'est pas l'instrument idéal. Mais en tous cas, la loi Climat et Résilience, avec l'interdiction de location, a vraiment émis un signal que c'était un sujet sérieux. »

(Universitaire)



« C'est une obligation qui a des effets pervers, c'est-à-dire que parfois les propriétaires filent sur le marché des meublés touristiques où il n'y a pas cette obligation-là. »

(Universitaire)

Au même titre que la prise de conscience de l'opinion quant à la nécessité à agir

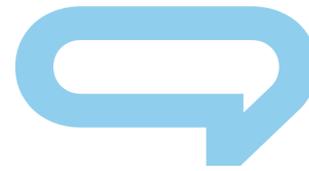
Parallèlement aux obligations imposées par la réglementation, la crise climatique et, surtout, la crise énergétique qui a conduit (dans le sillage de la guerre en Ukraine) à une hausse des prix ont achevé de convaincre l'opinion et les décideurs de la nécessité d'avoir des bâtiments, et notamment des logements, moins énergivores et adaptés au changement climatique.

Dans un contexte où la « précarité énergétique » ne concerne pas que des ménages modestes, les artisans constatent tout particulièrement la volonté de faire baisser les factures d'énergie.



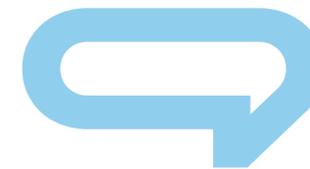
« On le ressent de plus en plus, tous les chantiers de janvier, de février, c'est que de l'isolation... Merci l'État, merci les discours qu'ils font passer, merci les aides qu'ils essaient de proposer... Plus les régions qui ajoutent un effort supplémentaire. Sans parler de l'Ademe... »

(Artisan)



« La précarité énergétique concerne pas mal de ménages, qui dépensent trop pour se chauffer ou pour s'éclairer. »

(Universitaire)



« On assiste à un véritable basculement dans l'opinion en raison des vagues de chaleur. Les gens réalisent qu'on ne va pas pouvoir gérer ces vagues de chaleur en ville uniquement avec de la climatisation. »

(Universitaire)

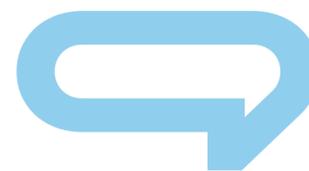
Les politiques publiques ont également un rôle à jouer pour accompagner le parcours de rénovation

Des initiatives en matière de rénovation sont mises en place par les décideurs, nationaux comme locaux, au sein des collectivités locales, ou encore des associations, pour accompagner/favoriser la rénovation énergétique.

La constitution progressive d'un service public de la rénovation énergétique se dessine, notamment à travers Mon Accompagnateur Rénov' qui vient compléter MaPrimeRénov' ⁽¹⁾.

MaPrimeRénov' est ainsi perçu comme un dispositif important et intéressant, qui présente l'avantage d'être un guichet unique qui permet de simplifier des politiques d'incitation qui sont restés longtemps illisibles.

Toutefois, les personnes interrogées pointent du doigt les efforts qu'il reste à faire en termes d'accompagnement, de pédagogie et d'information sur ces dispositifs.



« Avec Mon Accompagnateur Rénov', cette transition, le SARE ⁽²⁾... C'est un service public

de la rénovation énergétique qui est en train de se mettre en place... En fait, ce qu'il faut, c'est accompagner les gens. »

(Élu)



« Le sujet qu'on a, c'est que d'abord, tout le monde n'est pas forcément informé,

tout le monde n'a pas forcément conscience, tout le monde n'est pas forcément bien accompagné... Il faudrait mettre de l'huile dans tout ça, mettre beaucoup de simplification aussi. »

(Architecte)

(1) Entretiens réalisés en amont de la révision à la baisse des ambitions budgétaires du gouvernement pour MaPrimeRénov'. Ce budget est passé de 2,6 milliards d'euros en 2023 à 5 milliards d'euros en 2024 (voté en décembre 2023) puis corrigé à 4 milliards d'euros (décidé en février 2024).
(2) Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique.

Les leviers identifiés par les acteurs pour accélérer la rénovation énergétique

Au cours des entretiens réalisés pour cette enquête, 3 priorités sont clairement ressorties pour accélérer la rénovation énergétique en France. En voici la synthèse.

PROCESS / BONNES PRATIQUES À SYSTÉMATISER

- Engager un diagnostic préalable avant de décider des travaux de rénovation à mener.
- Solliciter/S'appuyer sur les bons acteurs, à commencer par un expert ayant un rôle de conseil et une vision globale du bâti à rénover.

ORGANISATION ET INDUSTRIALISATION DE LA FILIÈRE

- Une formation (initiale et continue) de l'ensemble des intervenants (architectes, artisans, chefs d'entreprise, bureaux d'études...) plus poussée sur les enjeux et les pratiques en matière de rénovation énergétique.
- Une collaboration accrue et poussée des acteurs pour trouver les bonnes solutions et tenter d'industrialiser davantage les process de production et viser ainsi une logique de volume.
- Des informations à destination des artisans et des échanges accrus entre fabricants, concepteurs et entreprises du bâtiment.

INFORMATION ET ACCOMPAGNEMENT DES PROPRIÉTAIRES

- Un guichet d'informations unique, pour les particuliers mais aussi les artisans, qui sont des relais d'information auprès du grand public.
- Des solutions de financement pour aider les ménages qui ne sont pas en capacité d'engager les travaux.

REMERCIEMENTS

L'Observatoire de la Construction Durable remercie les équipes de CSA Research pour avoir conduit l'étude de terrain qui a rendu possible la publication de ce Baromètre international.

Pour en savoir plus et retrouver l'édition 2024 de notre Baromètre, rendez-vous sur la page de l'Observatoire de la Construction Durable :

<https://www.saint-gobain.com/fr/observatoireconstruction-durable>

Pour prolonger la réflexion autour de la construction durable et de ses leviers d'accélération, rendez-vous sur le média digital *Constructing a Sustainable Future* :

<https://www.constructing-sustainable-future.com/>

L'Observatoire
de la Construction
Durable

BY SAINT-GOBAIN

Document édité par Saint-Gobain - avril 2024.

Crédits photo : © Shutterstock, France Innosustain Seine.

Tous droits réservés.